

RAPPORT ANNUEL 2017



Coordination SUD
Solidarité Urgence Développement

LA COORDINATION NATIONALE DES ONG FRANÇAISES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LES RÉSEAUX D'APPARTENANCE DE COORDINATION SUD



Instance de représentation politique du mouvement associatif français, **le Mouvement associatif** représente 600 000 associations au travers de ses membres, répartis en quatre composantes : coordinations, groupements, experts collectifs et mouvements associatifs régionaux. Il est présent dans douze régions de France.



Concord, la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, regroupe vingt-huit associations nationales, vingt-et-un réseaux d'ONG internationales et trois membres associés représentant au total plus de 2600 ONG soutenues par des millions de citoyen.ne.s.



Le **Forum international des plateformes nationales d'ONG (FIP)**, composé de 64 plateformes nationales d'ONG et de six coalitions régionales promeut l'émergence de la voix de la société civile dans les négociations internationales.

SOMMAIRE

Coordination SUD en dates	p. 3
Coordination SUD en chiffres	p. 4

1. page 5 RAPPORT MORAL



2. page 8 RAPPORT D'ACTIVITÉS

1. Vie associative & réseaux d'appartenances	p. 9	3. Environnement favorable & droit d'initiative	p. 23	Les acteurs face aux défis de crises aux terrains multiples	p. 33
2017, un collectif qui se renouvèle	p. 10	Promouvoir et défendre le secteur des ONG en France	p. 24	Urgence climatique : aller au-delà des effets d'annonce	p. 35
Représenter les enjeux des ONG aux niveaux français, européen et international	p. 12	Défendre la liberté d'association dans le monde	p. 27	Plaider pour l'intégration du genre dans la diplomatie française	p. 36
2. Un appui sur mesure & d'intérêt collectif	p. 15	4. Influencer les politiques de développement et de solidarité internationale	p. 28	Développer une approche positive des migrations	p. 37
Une diversité d'appuis pour renforcer les ONG dans leurs défis	p. 16	I. Regard sur les enjeux globaux de solidarité internationale	p. 29	II. Les plaidoyers sectoriels de Coordination SUD	p. 38
Faciliter le partage de pratiques entre pairs sur des enjeux stratégiques	p. 19	Vers une politique française de développement renouvelée	p. 29	Concrétiser les engagements français en santé mondiale	p. 38
		Développement durable : tout ou presque reste à faire pour le nouveau gouvernement	p. 32	Peser pour une cohérence des politiques agricoles et alimentaires Nord/Sud	p. 40

3. page 42

RAPPORT FINANCIER

Synthèse	p.43
Compte emplois ressources et bilan	p. 46
Compte de résultat	p. 48

4. page 49

ANNEXES 2017

Annexe 1 : organigramme	p. 50	internes de Coordination SUD	p. 58
Annexe 2 : composition du Conseil d'administration de Coordination SUD	p. 51	Annexe 6 : des changements à la communication	p. 69
Annexe 3 : liste des membres de Coordination SUD	p. 52	Annexe 7 : les rendez-vous extérieurs	p. 70
Annexe 4 : les membres de Coordination SUD en chiffres	p. 56	Annexe 8 : bilan du Frio	p. 75
Annexe 5 : les espaces collectifs		Annexe 9 : liste des publications	p. 77
		Annexe 10 : sigles & abréviations	p. 79

Coordination SUD

en dates

5 JANVIER

Rencontre avec Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État au Développement.

19 JANVIER

Vœux de Coordination SUD et lancement de la campagne « Pour un pacte de solidarité et de développement durable » pour les élections 2017.

19 JANVIER

Première réunion de la commission Migrations.

26 JANVIER

Atelier de restitution « Dispositif Frio : 10 ans d'accompagnement stratégique des ONG : bilan et perspectives ».

28 FÉVRIER

Rencontre du Conseil d'administration avec la direction générale de l'AFD.

24 MARS

Grand oral avec les représentants des candidats à l'élection présidentielle sur les enjeux de la solidarité internationale.

31 MARS

Publication d'une première position pour l'accès aux services et aux droits de santé sexuelle et reproductive.

28 AVRIL

Publication des *Notes de SUD* n° 1.

15 JUIN

Assemblée générale de Coordination SUD.

23 JUIN

Publication des fiches *Pratiques & outils* n° 1.

10-19 JUILLET

Second Forum politique de haut niveau des Nations unies sur les objectifs de développement durable.

18 AOÛT

Lancement de l'enquête *Argent et associations de solidarité internationale (2012-2017)*.

18 AOÛT

Coordination SUD publie deux documents pédagogiques sur la politique de solidarité internationale à destination des nouveaux.elles parlementaires.

5 SEPTEMBRE

Rencontre avec Emmanuel Macron et les ONG climat et de solidarité internationale.

5 OCTOBRE

Conférence-débat « Aide publique au développement, quels enjeux et quel rôle pour les parlementaires français ? » à l'Assemblée nationale.

26 OCTOBRE

Mobilisation devant l'AFD contre les coupes budgétaires sur la ligne Initiatives-ONG.

6 NOVEMBRE

Visite de Jean-Yves Le Drian et Rémy Rioux dans les locaux de Coordination SUD.

13 NOVEMBRE

Séminaire « Vaincre les inégalités : quel(s) rôle(s) pour l'AFD et les ONG ? » co-organisé avec l'AFD.

18 DÉCEMBRE

Restitution finale de l'étude mésoprojets.

21 DÉCEMBRE

Envoi du 100^e numéro de la lettre interne *Communication SUD*.

Coordination SUD

en chiffres

1 convention de partenariat
avec la Coalition Éducation

1 vidéo d'animation
pédagogique sur le
financement des ONG

3 nouveaux membres

4 ONG accompagnées
dans le cadre du Frio-Genre

10 ans
d'accompagnement du Fonds
de renforcement institutionnel
et organisationnel des ONG

12 projets d'ONG
cofinancés par le Fonds de
renforcement institutionnel et
organisationnel (Frio)

15 salarié.e.s

19 espaces
de travail collectifs

**21 membres du Conseil
d'administration**
dont **38 %** de femmes

**37 publications
collectives**

+ de 100 RENCONTRES
AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

166 membres

230 PERSONNES
FORMÉES

376 appels d'offres
publiés sur le site

**500 hommes
et femmes/jours de
mobilisation des ONG**

5808 offres
d'emploi et stages

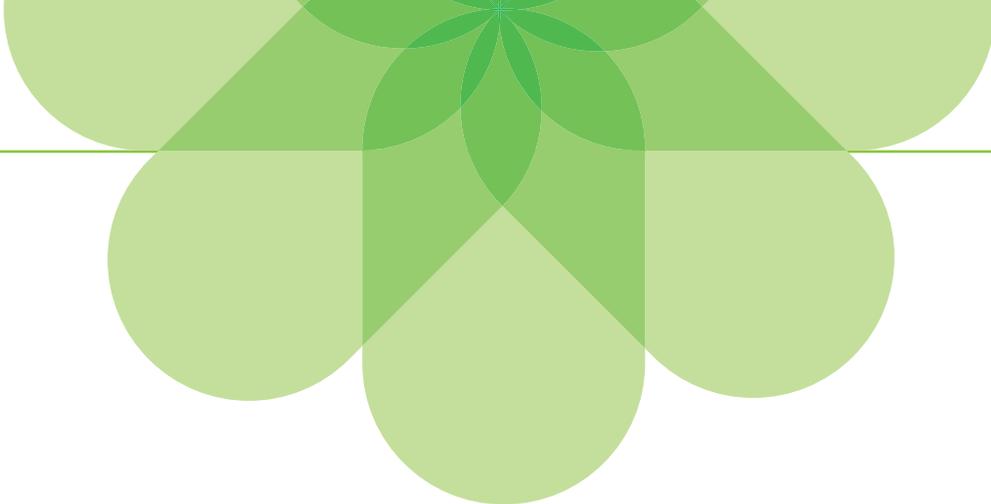
12 000 fans
sur Facebook

17 800 followers
sur Twitter

25 290 abonnés
au Point Information

34 601 abonnés
à l'alerte emploi

6 342 382
VISITES SUR LE SITE



[1]

RAPPORT MORAL

UNE ANNÉE DE CAMPAGNE SUR TOUS LES FRONTS

Coordination SUD s'est mobilisée en 2017 pour porter les enjeux de solidarité internationale dans un contexte d'élections et de mise en œuvre du nouveau triennal.

Comment qualifier l'année qui vient de passer ? L'état de la gouvernance mondiale est piteux avec des airs de « guerre froide » réurgents. Le jeu des puissances a primé, nourrissant le prolongement tragique des conflits syrien ou yéménite. Pas une conférence de paix, pas une seule intermédiation digne de ce nom pour aider à sortir ces pays de ce drame qui dure. Au Yémen, vingt-deux millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire, seize millions n'ont pas accès à l'eau potable et un million sont touchées par le choléra ! Si la capacité de la communauté internationale à régler les conflits dans le monde est en panne, celle de l'indignation également. Les conflits aujourd'hui sont la cause principale des besoins humanitaires dans le monde. Plus de 136 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et ce ne sont pas moins de quinze milliards d'euros qui sont nécessaires pour y répondre.

En 2017, nous avons connu un nouveau record de chaleur, après 2014, 2015 et 2016... cela semble devenir la norme. Les efforts des parties depuis 2015 ne sont pas à la hauteur de l'enjeu et l'horloge tourne. L'accroissement de la chaleur sera un démultiplicateur de chacun des facteurs de crise déjà en action.

2017 c'était aussi une année électorale majeure en France. Nous avons porté devant les candidats ces préoccupations et nos attentes en matière de solidarité internationale. L'après campagne a permis à nos appels de trouver un écho.

Dès l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, nous nous sommes mobilisés avec quelques résultats qu'il convient de noter. Tout d'abord l'engagement du président de la République à atteindre 0,55 % du RNB pour l'aide publique au développement (APD) à l'horizon 2022. Nous avons regretté que l'ambition ne fût pas plus forte pour parvenir enfin au 0,7 %. Toutefois cette annonce marquait deux bonnes nouvelles : la confirmation du redressement entamé *in extremis* pour 2017 par le gouvernement sortant et la poursuite d'une trajectoire ascendante pour la durée du quinquennat. Mais la quantité de l'aide ne fait pas forcément sa qualité. Aussi, à l'occasion de notre premier rendez-vous avec le président de la République en septembre, nous avons insisté sur l'adoption par la France d'une feuille de route pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). Nous avons insisté pour que la structure de l'APD française se transforme enfin en inversant l'équilibre



“
Notre action
s’est amplifiée sur
tous les fronts.
”

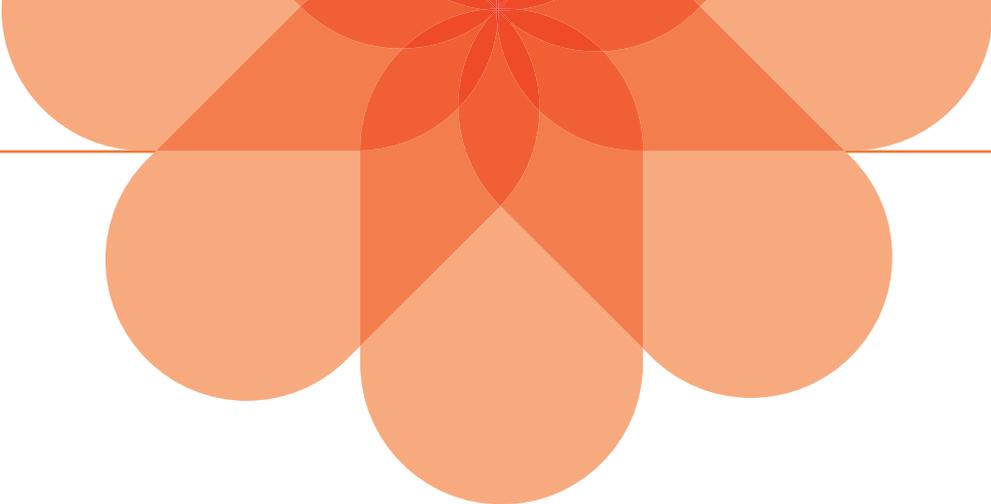
prêts/dons en faveur des seconds. Nous avons alerté sur les niveaux iniques de l’aide humanitaire et de celui tout aussi inique de la part d’APD transitant par les ONG.

Depuis ce rendez-vous, notre action s’est amplifiée sur tous les fronts. Publication de plusieurs tribunes, dialogue intense avec les nouveaux.elles parlementaires, première manifestation publique pour défendre les subventions aux ONG, contribution active au Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (Cicid) via le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI) notamment. Les résultats furent au rendez-vous sur de nombreux points : le gouvernement a décidé de la mise en place d’une feuille de route pour les ODD ; l’engagement vers les 0,55 % a été assorti d’une trajectoire ; la part de l’aide humanitaire devra atteindre 500 millions d’euros à l’horizon 2022 contre 150 millions aujourd’hui. En outre, la France maintient sa priorité à la santé, redonne priorité à l’éducation, renforce nettement ses engagements pour l’adaptation aux changements climatiques et fait de la question de l’égalité femmes-hommes une priorité majeure. Tout n’y est pour autant pas, aussi devons-nous rester mobilisé.e.s.

L’année 2017 c’est également le lancement de notre nouveau plan stratégique dont ce rapport rend compte. Je veux noter ici la mise en route essentielle de notre nouvelle commission Migrations. Essentielle pour nous donner une capacité de parole collective dans une atmos-

phère délétère, où la communication politique a pris le pas sur toute réflexion posée, prenant le risque de piétiner les valeurs fondamentales de notre République comme celles de l’Union européenne. Dans ce domaine, plus qu’aucun autre, la force des faits, des études et des chiffres reste impuissante face à la communication médiatique et aux croyances faciles. Il faut toujours dans notre pays, qu’à des périodes régulières, ce sujet revienne et que la France soit tentée d’instrumentaliser l’APD à des fins de régulation migratoire. Il faudra comme à chaque fois, que nous redisions que l’APD n’a pas pour objet de lutter contre les causes profondes des migrations, mais d’abord contre les causes profondes de la pauvreté ou des inégalités. Il faudra surtout que nous redisions que le développement permet la mobilité et la migration et que celle-ci est le plus souvent utile au développement. Il faudra surtout que nous redisions que la complexité des phénomènes doit inviter tout.e décideur.euse sage à faire de la nuance son alliée et de fuir la simplification bêtifiante. Parce qu’il ne faut pas qu’à la tragédie humaine nous ajoutions la bêtise ou l’égoïsme et parce que dans le monde qui est et qui vient, l’acte de solidarité sera un impératif absolu, si nous ne voulons pas ajouter du malheur au malheur.

Philippe Jahshan,
président de Coordination SUD



[2]

RAPPORT D'ACTIVITÉS

1. Vie associative et réseaux d'appartenance
2. Appui aux ONG
3. Environnement favorable
4. Influence des politiques de solidarité internationale



1

Vie associative & réseaux d'appartenances



2017, UN COLLECTIF QUI SE RENOUVÈLE

En 2017, Coordination SUD a continué de se structurer et de dynamiser l'animation du collectif. Elle a renforcé sa vie associative en multipliant notamment les rendez-vous avec ses membres ou révisant son barème de cotisation. Deux nouveaux partenariats ont par ailleurs été formalisés pour bénéficier de l'apport d'expertise d'autres acteurs du secteur.

UNE VIE ASSOCIATIVE RENFORCÉE

La vie associative occupe une place majeure dans les activités de Coordination SUD. En effet, la légitimité de Coordination SUD repose sur ses membres individuels et collectifs, sur leur diversité, leur nombre et leur capacité à faire vivre le réseau.

Pour cela, Coordination SUD s'est fixée de renforcer sa vie associative *via* la rencontre de l'ensemble de ses membres sur les trois ans à venir, sous la responsabilité de Rachid Lahlou, vice-président chargé de la vie associative. Plusieurs réunions se sont tenues au fil de l'année, à commencer par les six collectifs membres de Coordination SUD, piliers de la plateforme : CRID, CLONG-Volontariat, CHD, Forim, Cnajep et Groupe Initiatives. Dix-huit autres associations membres ont été rencontrées individuellement. L'atelier organisé en région Auvergne-Rhône Alpes a permis de rassembler l'ensemble des associations de solidarité internationale présentes sur le territoire pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage autour des problématiques rencontrées.

La vie associative se développe également grâce aux espaces de travail collectifs de Coordination SUD. Deux nouvelles commissions ont vu le jour en 2017 : Migrations, Jeunesse et solidarité internationale. Enfin, en 2017, le déploiement de l'outil de gestion des membres et de la plateforme collaborative MAIA se sont poursuivis.

DES COTISATIONS PLUS ÉQUITABLES

La structure du barème de cotisation de Coordination SUD n'avait pas bougé depuis des années. Fondée sur le budget des membres, elle n'avait pas pris en compte la croissance de certaines ONG. Du coup, les associations avec un petit budget payaient proportionnellement plus que celles ayant un budget très important. Refondre un barème de cotisation étant un exercice toujours périlleux, il aura fallu deux années de discussions pour aboutir à une proposition qui a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale 2017. Le signe d'une belle maturité associative !

DES INSTANCES RENOUVELÉES

Deux nouvelles associations ont été élues administratrices de Coordination SUD en 2017 : Acting for Life, représentée par Marie Aarninck, et Action contre la Faim, par Thomas Ribémont. Médecins du Monde avait choisi de ne pas demander un renouvellement de mandat. Par ailleurs, les représentant.e.s de cinq des six collectifs membres de droit du Conseil d'administration ont été changé.e.s en cours d'année. Ils sont désormais représentés par Sébastien Radisson (CLONG-Volontariat), Kelly Gène (Cnajep), Emmanuel Poilane (CRID), Khady Sakho Niang (Forim) et Olivier Bruyeron (Groupe Initiatives). Le Bureau a lui aussi été renouvelé de moitié, avec l'entrée d'Emilie Johann (vice-présidente), Vincent Pradier (secrétaire général) et Emmanuel Poilane (trésorier). En décembre, le Conseil d'administration a réélu Philippe Jahshan à la présidence de Coordination SUD, pour un second mandat de trois ans.

PREMIÈRE ANNÉE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE STRATÉGIE

Le Conseil d'administration avait adopté à l'automne 2016 le plan d'opérationnalisation de la stratégie 2017-2022, plan dont la mise en œuvre a commencé début 2017. Pour renforcer et structurer la mission de plaidoyer syndical de Coordination SUD, un mandat de référent CA sur ce



Assemblée générale du 15 juin 2017.

© Coordination SUD

Le sujet a été créé et confié à Olivier Bruyeron, représentant le Groupe Initiatives ; en miroir, un chargé de mission est désormais entièrement dédié à cette fonction, en la personne de Jean-Luc Galbrun. La réflexion autour de la mission d'observation de Coordination SUD a été menée pendant l'Assemblée générale de juin 2017 et le Conseil d'administration a adopté début 2018 son cadre de fonctionnement.

Autre point majeur, l'élaboration de la stratégie territoriale de Coordination SUD, pour renforcer son lien avec les associations de solidarité internationale qui n'ont pas leur siège à Paris ou en Ile-de-France. Cette réflexion a fait l'objet de réunions de travail organisées avec le Forim et le CRID, disposant de liens avec les plateformes en région, les Cosim pour le Forim et les collectifs associatifs pour le CRID. L'objectif est d'aboutir à l'établissement d'une stratégie en 2018. Enfin, pour être en phase avec son nouveau plan triennal, la stratégie de communication de Coordination SUD se devait d'être refondue. Un audit de la communication a été réalisé durant l'été et présenté au Conseil d'administration en octobre. Le Conseil a décidé de revoir la marque associative de Coordination SUD, chantier qui aboutira en 2018, tout comme celui de la stratégie de communication.

LA FORMALISATION DE DEUX NOUVEAUX PARTENARIATS

De façon à valoriser l'expertise de ses ONG membres, Coordination SUD a signé avec l'agence publique Expertise France une convention de partenariat, en juillet 2017. Elle vise à

construire ensemble une relation dynamique autour d'échanges de vues et de pratiques, de mutualisation et cela dans une perspective d'apprentissage et d'enrichissement commun. Cette convention s'inscrit dans les recommandations du document d'orientation politique relatif au partenariat entre le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la société civile, adopté début 2017.

En décembre, Coordination SUD et la Coalition Éducation ont formalisé leur partenariat, existant de fait depuis plusieurs années. Ainsi, Coordination SUD bénéficie de l'apport de l'expertise de la Coalition sur les questions d'éducation et de formation. La coalition devient l'interlocuteur privilégié de Coordination SUD sur ces sujets, qui fait appel à elle pour participer à des rendez-vous de haut niveau ou contribuer à des documents d'analyse et de positions. 🌸

État des adhésions en 2017

En 2017, Coordination SUD compte

154 membres actifs et **12 membres associés.**

L'ont rejointe cette année :

- Via la Coordination Humanitaire et Développement (CHD) :
 - > Chirurgie Solidaire
- Membre associé :
 - > L'IRIS



© Coalition Éducation

Signature de la convention de partenariat avec la Coalition Éducation le 19 décembre 2017.

REPRÉSENTER LES ENJEUX DES ONG AUX NIVEAUX FRANÇAIS, EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Coordination SUD est membre de collectifs associatifs aux niveaux français, européen et international. En 2017 Coordination SUD a pris une part active aux réflexions sur l'accompagnement des associations et les politiques jeunesse du Mouvement associatif. Elle a renforcé son implication au sein de Concord. Enfin Coordination SUD s'est mobilisée au sein du FIP dont l'autonomie est désormais effective.

COORDINATION SUD, ACTIVE AU SEIN DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

En 2017, Coordination SUD a continué de s'investir au sein du Mouvement associatif, dont elle assure la présidence. Coordination SUD, en sa qualité de membre, a participé à son séminaire interne en vue de préparer les évolutions du Mouvement associatif. À cette occasion les missions d'animation du réseau ont été ré-interrogées ainsi que sa représentativité et son modèle économique.

En parallèle, Coordination SUD s'est engagée plus particulièrement sur la thématique de l'accompagnement des associations. En effet, forte d'une expertise de dix ans en matière d'accompagnement des ONG françaises, Coordination SUD constitue une référence parmi les acteurs de l'accompagnement associatif non lucratif (au travers son dispositif Frio) et dispose d'une richesse d'enseignements à partager plus largement au sein du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS). À ce titre, Coordination SUD participe aux réflexions sur l'accompagnement des associations organisées par le Mouvement associatif et a intégré son groupe de travail dédié. Celui-ci a pour vocation de valoriser auprès des

pouvoirs publics les démarches de structuration entreprises par les associations, l'importance de mettre en place des politiques de soutien en leur direction et le rôle incontournable des têtes de réseau sur le sujet. Coordination SUD contribue ainsi à l'élaboration d'un plaidoyer visant à soutenir les associations françaises et à les accompagner dans leurs capacités à se développer. Coordination SUD a par ailleurs participé au séminaire de rencontres rassemblant investisseurs et associations organisé par la Caisse des dépôts et l'Avise afin de partager sur les enjeux de l'accompagnement des associations.

D'autre part, Coordination SUD prend part au Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ), *via* le collège du Mouvement associatif. Placé sous l'autorité du Premier ministre, le COJ a officiellement été lancé le 26 janvier 2017. Coordination SUD y est représentée par son secrétaire général, nommé pour trois ans et participe à la commission Éducation populaire du conseil. Réunie trois fois en 2017, elle travaille sur deux thèmes : « Des initiatives citoyennes au pouvoir d'agir : restaurer une confiance dans la démocratie » et « Globalité et continuité éducatives : de la nécessaire complémentarité des acteurs sur le territoire ».



© Concord

*Learning and
exchange
forum du 8 et
9 novembre 2017
à Tallinn.*

Instance de concertation sur les politiques publiques de Jeunesse, le COJ peut être saisi par les autorités, mais également s'auto-saisir, ce qu'il a fait en 2017, suite à la volonté du nouveau gouvernement de mettre un œuvre un nouveau service national universel. Plusieurs scénarios de mise en œuvre du dispositif ont alors été élaborés par le COJ, chacun intégrant des objectifs et des points de vigilance différents. Le rapport détaillant ces scénarios a été remis au ministre de l'Éducation nationale en début d'année 2018. Coordination SUD en mobilisant sa commission Jeunesse et solidarité internationale a contribué à cette réflexion.

UNE PLACE CONSOLIDÉE DANS L'ENVIRONNEMENT EUROPÉEN

Coordination SUD s'est engagée fortement au sein Concord – la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement – suivant une stratégie proposée par la commission Europe et validée par ses instances. Ainsi, plusieurs groupes de travail ont été investis en 2016 : agenda 2030, migrations, financement du développement, instruments financiers, environnement favorable, éducation à la citoyenneté, vie associative. Coordination SUD est désormais présente dans des espaces décisionnels et électifs de la confédération européenne : les comités de pilotage des *Hubs* 2 et 4 sur le financement du développement et l'éducation à la citoyenneté, respectivement et le Conseil d'administration de Concord.

Quelques chantiers transversaux ont fait l'objet d'un engagement renforcé. La révision du Consensus européen pour le développement a mobilisé plusieurs membres dès la fin 2016, au sein du groupe de pilotage de Concord sur le sujet et par un plaidoyer auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE), de la représentation permanente de la France à Bruxelles et des instances bruxelloises. Ce travail a permis d'influencer positivement le langage et les engagements européens sur le développement humain et social. Toutefois, il n'a pas suffi pour infléchir l'orientation stratégique du Consensus européen pour le développement en matière de sécurité et de migrations, toujours problématique au regard des politiques européennes.

Un autre enjeu prioritaire en 2017 a été celui des migrations, avec une analyse du Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique (FFU). Lancé en novembre 2015 à La Valette, le FFU constitue l'un des principaux instruments financiers de l'engagement politique de l'UE avec les partenaires africains. L'étude menée avec Concord s'est appuyée sur des études de cas de trois pays – Libye, Niger et Éthiopie – avec des entretiens approfondis auprès des acteurs et actrices sur le terrain, des opérateurs dans les pays européens et des pouvoirs publics. Cette étude a notamment questionné le détournement de l'aide au développement de l'objectif de lutte contre la pauvreté pour répondre aux objectifs spécifiques de la politique migratoire de l'UE. Coordination SUD s'est engagée dans ►►►



Conseil du FIP 2017 à Phnom Penh.

►►► ces travaux par des contributions aux termes de référence de l'étude, la définition des outils de recueil des données et la conduite des entretiens au niveau national avec des représentant.e.s du MEAE et des opérateurs de l'État (Agence française de développement, Expertise France et Civipol). Le rapport d'enquête a été rendu public en décembre 2017.

Des initiatives entre plateformes nationales membres de Concord ont vu le jour en 2017 : publication d'une tribune avec les plateformes allemande, bulgare, italienne et néerlandaise, en amont des échéances électorales respectives pour appeler à une Europe plus juste et solidaire ; diffusion d'un communiqué de presse sur le code de conduite proposé par le gouvernement italien aux ONG actives dans le sauvetage en mer, en lien avec des membres de Concord Italia.

2017, PREMIÈRE ANNÉE D'AUTONOMIE DU FIP

Si le Forum international des plateformes nationales d'ONG, le FIP, a acquis le statut d'association loi 1901 en 2016, ce n'est qu'au 1^{er} janvier 2017 qu'il est devenu totalement autonome de Coordination SUD, qui en assurait le portage. À cette date, les contrats de travail des cinq salarié.e.s ont été transférés de Coordination SUD au FIP, également autonome d'un point de vue comptable. Seul le projet de renforcement et de structuration du FIP, financé par l'Union européenne, reste sous la responsabilité de Coordination SUD, car signé avant l'institutionnalisation. Cependant, le FIP a une totale autonomie dans la mise en œuvre des activités, Coordination SUD assurant le contrôle des rapports et le pilotage de l'audit externe.

Coordination SUD est membre du comité exécutif du FIP (son Bureau), représentée par Bé-

nédicte Hermelin, qui en est la trésorière. Grâce au soutien financier de l'Union européenne, le Conseil du FIP s'est réuni deux fois en 2017, en ligne en juin et physiquement à Phnom Penh au Cambodge en octobre. Pour favoriser l'inclusivité et le respect de l'interculturalité, le FIP a fait le choix de travailler en trois langues (anglais, espagnol, français), en assurant l'interprétation simultanée y compris pendant les réunions en ligne.

Le FIP a commencé à mettre en œuvre les activités prévues dans son plan opérationnel : lancement du programme de développement du leadership, pour renforcer les capacités de leaders actuels ou futurs de ses membres, appel à projets pour soutenir les activités des plateformes nationales, et appui aux activités des coalitions régionales. Il a également continué son activité de plaidoyer autour de l'Agenda 2030, en participant aux activités de la société civile en marge du Forum de haut niveau de juillet 2017 à New York. Le FIP est également très présent au sein d'Action for Sustainable Development (A4SD), une initiative de la société civile dont il est l'un des fondateurs.

Enfin le FIP s'est investi sur la défense d'un environnement favorable pour les ONG et la défense de ses membres. Il a ainsi dénoncé l'arrestation de Lewis Swape, du *Zambian Council for Social Development* (ZCSD), membre du FIP et de cinq autres leaders de la société civile lors d'une manifestation anti-corruption et a interpellé la Commission européenne, qui a envoyé des observateurs.trices au procès. De même, l'organisation du Conseil du FIP au Cambodge était un soutien à la société civile khmère, de plus en plus contrainte dans ses activités suite à l'adoption de lois liberticides par le pouvoir en place. Là encore, le FIP a interpellé les bailleurs présents au Cambodge sur la situation des ONG locales. ✿



2

**Un appui sur mesure
& d'intérêt collectif**



UNE DIVERSITÉ D'APPUIS POUR RENFORCER LES ONG DANS LEURS DÉFIS

Grâce à la diversité des appuis qu'elle développe, Coordination SUD cherche continuellement à proposer des parcours d'accompagnement adaptés aux besoins des organisations membres et non membres. Ceci par la poursuite d'activités existantes, leur amplification, mais aussi par des innovations.

UN FOISONNEMENT D'INITIATIVES SUR LE GENRE EN 2017

Depuis 2016, Coordination SUD met en œuvre un projet triennal en partenariat avec le F3E et le soutien de l'Agence française de développement (AFD). Il vise à améliorer l'appropriation, la compréhension des enjeux de l'approche genre et la mise place d'actions efficaces par les organisations de solidarité internationale (OSI), notamment au sein des sièges des organisations.

Produire des connaissances reste un enjeu clef pour accompagner la mise en œuvre de ces démarches. *L'état des lieux de l'intégration du genre dans les OSI*, réalisé courant 2016, se poursuit via l'élaboration de fiches¹ comparatives de pays ou de secteurs associatifs, qui visent à partager les bonnes pratiques. Trois ont été publiées en 2017 : sur la Belgique, le Canada et le secteur jeunesse en France. Ces réflexions et travaux ont été partagés avec deux plateformes d'ONG membres de Concord (le Cercle de coopération des ONG de développement du Luxembourg et la Coordinadora en Espagne).

Parallèlement, Coordination SUD a renforcé son offre de formations sur le genre en adaptant leur contenu aux besoins identifiés par les études réalisées sur le sujet : « Intégrer le genre comme un critère d'efficacité de l'aide dans les projets » (mai) et « Intégrer le genre dans les pratiques organisationnelles » (novembre).

Des activités de sensibilisation ont été initiées auprès des prestataires ayant accompagné ou mené des actions de formations de renforcement organisationnel et institutionnel (septembre). À cette occasion une attention particulière a été apportée au renforcement entre pairs, prestataires spécialistes ou non de la question pour favoriser un transfert réciproque des connaissances sur le sujet.

Le dispositif Frio genre visant à appuyer les OSI dans l'intégration du genre au sein de leur organisation a permis de soutenir et d'accompagner quatre structures. Le Forum, le Gret et Commerce Équitable France ont voulu formuler et établir une stratégie globale genre à l'aide d'un diagnostic organisationnel et d'un plan d'action



Formation « Intégration du genre dans les ONG » du 26 novembre 2017.

¹ Pour plus d'information sur la collection des fiches *Pratiques & outils*, voir p. 21 et p.69.



Réunion des
organismes de
formation du
10 mars 2017.

© Coordination SUD

genre. Élevages Sans Frontières s'est, pour sa part, centrée sur l'intégration du genre dans sa politique de ressources humaines.

DES ACCOMPAGNEMENTS ORGANISATIONNELS INDIVIDUALISÉS

Pour se développer, parfois pour survivre, les ONG doivent anticiper les évolutions et intégrer le changement, dans un processus d'adaptation permanent. C'est à ces conditions qu'elles peuvent porter leur projet associatif, mener à bien leurs missions et être plus efficaces dans leurs actions. Pour ce faire, le Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Frio) soutient leurs capacités de transformation et les accompagne dans des questionnements aussi variés que, leurs caractéristiques culturelles, leurs rôles, leurs stratégies d'intervention, leurs modèles économiques ou leurs fonctionnements internes.

UN APPUI ADAPTÉ AUX BESOINS EN ÉVOLUTION DES ONG

Depuis 2014, les projets des ONG prennent de l'envergure. Cela se confirme en 2017. A l'image des années précédentes, les besoins de renforcement des ONG en 2017 portent sur l'appui à la réflexion stratégique et son opérationnalisation, que ce soit pour la définition ou la révision de projets associatifs ou encore la construction

de plans stratégiques. À noter, la confirmation du besoin des ONG à travailler leur marque associative en amont de la mise en place de stratégies de levée de fonds.

Comme en 2016, les très petites ONG (5) et petites ONG (2) bénéficient majoritairement du dispositif en 2017. Depuis 2014, une à deux très grandes ONG mobilisent chaque année le dispositif pour renforcer soit un service mineur, soit un projet stratégique novateur au sein de la structure et pour lequel il existe un enjeu fort à sensibiliser les directions pour leur financement. Ce fait s'est vérifié en 2017. Par ailleurs, la mobilisation du dispositif à plusieurs reprises par une même ONG est possible et fréquente. En effet, une fois l'organisation engagée dans une démarche de renforcement, une dynamique de changement s'instaure en son sein : à la réalisation d'un diagnostic, peut suivre une stratégie de développement, puis une stratégie de réorganisation interne par exemple.

UNE OFFRE DE FORMATION RENOUVELÉE...

Pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires visant à améliorer la transparence et la qualité des offres de formation, Coordination SUD a révisé ses procédures et ses outils de gestion des formations. Grâce à ce travail, les actions de formation de Coordination SUD sont ►►►

L'accompagnement sur mesure du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Frio)

En 2017,
le Frio c'est :
20 ONG
conseillées hors
soutien financier

12 ONG
accompagnées
et financées

pour un montant
total de

289 041 €

une subvention
moyenne de

26 276 €

par projet



Formation plaidoyer du 20 juillet 2017.



Formation « Accès aux financements américains du 21 juin 2017 ».

THÈMES	SESSIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Financements	9	98
Enjeux transversaux	2	15
Plaidoyer / communication	4	38
Méthodologie et outil	4	29
Ressources humaines	3	25
Stratégie de développement	3	25
Total 2017	25	230

►►► référencées depuis début 2017 dans la base de données nationale Datadock. Le référencement garantit une gestion de qualité des formations et facilite également la prise en charge par les financeurs dont les OPCA.

En 2017, vingt-cinq formations ont été organisées, autour de six thèmes centraux : financements, stratégie de développement, méthodologie et outil de renforcement, ressources humaines, enjeux transversaux (genre). Elles ont rassemblé 230 participant.e.s dont 27 % étaient issu.e.s d'organisations non membres.

Pour la première fois, Coordination SUD a proposé une formation sur l'accès aux financements américains à Washington en juin 2017. Organisée avec l'appui de l'ambassade de France aux États-Unis, elle a rassemblé quatorze ONG membres de Coordination SUD. Elle a porté sur l'accès aux financements publics (Usaid) ainsi que sur la levée de fonds auprès du grand public. Suite à cette formation, les participant.e.s ont pu participer au forum annuel d'InterAction (collectif national des ONG des États-Unis), ce qui leur a permis approfondir leur connaissance du contexte et des acteurs y intervenant (ONG, fondations, organismes de conseil, etc.).

... EN CONCERTATION AVEC LES ORGANISMES DE FORMATION

Coordination SUD a mobilisé ses membres qui sont organismes de formation, pour échanger sur leurs activités et sur les enjeux de formation continue du secteur de la solidarité internationale. La journée de réflexion de mars 2017 a rassemblé

la Fédération Artisans du Monde, CartONG, C4D - Communication pour le développement, Commerce Équitable France, Cefode, le Ciedel, le F3E, l'Ifaid, l'Institut Bioforce, l'Ircm et Ritimo. Différents enjeux ont été identifiés à cette occasion : le renforcement des capacités des membres pour les collectifs, l'évolution des métiers du secteur, le renforcement des capacités et la formation des acteurs du Sud. Les organismes présents ont proposé de poursuivre les réflexions entamées au sein d'un cadre souple et informel.

SERVICES MUTUALISÉS POUR FACILITER LE QUOTIDIEN DES ONG : UNE OFFRE QUI S'ÉLARGIT

L'année 2017 a continué avec le développement de l'offre de complémentaire santé négociée par Coordination SUD pour ses membres. Cette offre couvre aussi bien les salarié.e.s des sièges que ceux à l'étranger. Elle propose des services adaptés à ces situations (différents niveaux de couverture possible, assistance rapatriement intégrée). En fin d'année, dix-neuf structures ont adhéré à cette offre couvrant plus de 200 salarié.e.s.

Coordination SUD offre également un service de conseil et d'orientation en réponse à des questions juridiques, organisationnelles, institutionnelles, etc. Pour cela, le Secrétariat exécutif de Coordination SUD s'appuie sur des compétences internes et celles de ses membres. Il oriente au besoin vers des partenaires proposant du bénévolat ou du mécénat de compétences, à l'instar de Passerelles et Compétences ou de l'Alliance des avocats pour les droits de l'Homme (AADH), dont Coordination SUD est membre. 🌸

FACILITER LE PARTAGE DE PRATIQUES ENTRE PAIRS SUR DES ENJEUX STRATÉGIQUES

Coordination SUD propose l'analyse partagée des nombreux défis quotidiens ou stratégiques auxquels sont confrontées les ONG : des clubs métiers pour l'échange de pratiques et de solutions ou des groupes de travail en réponse à une problématique identifiée collectivement. Pour aller plus loin, des travaux de capitalisation et des études sont diffusées à l'ensemble du secteur.

LES ESPACES DE DISCUSSION SUR LES DÉMARCHES QUALITÉ

Le groupe Qualité offre aux membres de Coordination SUD un espace de discussion sur les questions de qualité, de transparence et d'efficacité. Les sujets traités sont variés : nouveaux risques et enjeux pour les ONG sur les questions de transparence, de redevabilité et de certification, ou encore enjeux de l'évaluation pour le monde associatif.

Ce groupe suit également le déploiement du Modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue (Madac), élaboré par Coordination SUD et le F3E avec la participation de leurs membres respectifs. Au-delà du guide méthodologique, ce dispositif s'appuie sur une formation dont l'objectif est de permettre aux ONG de maîtriser les enjeux et les outils pour s'auto-diagnostiquer et mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue de leurs pratiques, au service de leurs actions.

LES CLUBS MÉTIERS, DES COMMUNAUTÉS D'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Véritables communautés de pratiques entre pairs, les clubs métiers sont des espaces d'échanges et de partage d'expériences entre professionnels. Ils visent à la mutualisation

▶ LANCEMENT DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES MADAC

Le dispositif d'appui s'enrichit avec le lancement d'une communauté de pratiques visant à échanger entre ONG utilisatrices sur ses usages et ses questionnements dans la mise en œuvre d'une démarche d'amélioration continue *via* le Madac. La 1^{re} rencontre, qui a regroupé sept ONG a permis des échanges d'expériences sur la manière d'initier, de porter et de maintenir dans la durée ce type d'initiative. La question de l'organisation pour animer, suivre et piloter la mise en œuvre des chantiers d'amélioration continue s'est également posée. Une prochaine rencontre sera organisée en 2018, principalement autour de la mise en œuvre de la démarche Madac elle-même, avec un principe de « résolution de pratiques ». À partir d'une ou plusieurs expériences, il s'agira d'en comprendre les conditions et modalités (*success stories*) et/ou de résoudre collectivement les difficultés rencontrées.

d'outils et/ou à mener une réflexion sur des problématiques métiers. Coordination SUD anime quatre clubs métiers : Cofinancements, Gestion financière, Ressources humaines, Communication.

Le club métier Cofinancements

Le club métier Cofinancements permet aux membres de Coordination SUD d'aborder ▶▶▶



© Coordination SUD

Petit déjeuner de la com « Outils collaboratifs » du 6 juin 2017.

►►► les questions pratiques liées à un sujet sur plusieurs aspects : gestion bailleurs (nationaux, européens et internationaux), renforcement des capacités en pilotage et au niveau de la gestion des dossiers de cofinancements par une veille et l'échange de pratiques. Ce club s'est réuni trois fois en 2017 avec au menu des discussions des échanges sur les outils de suivi et de gestion des partenaires terrain, les bonnes pratiques dans le cadre de consortiums et la diversification des sources de financements.

Le club métier Gestion financière

Lancé fin 2016, ce club métier rassemble une trentaine d'organisations membres de Coordination SUD. Il aborde les problématiques liées à la gestion financière des ONG. En 2017, trois sous-groupes ont poursuivi leurs travaux sur les thèmes suivants : la gestion des coûts partagés et leur mode de justification auprès des bailleurs de fonds, la définition d'un cahier des charges pour un logiciel de gestion financière adapté aux spécificités des ONG, le recensement d'outils de gestion pour l'appui aux partenaires. Des réunions en plénière ont permis d'échanger collectivement sur ces différents chantiers et d'aborder d'autres thématiques d'actualités grâce à l'intervention d'expert.e.s, notamment sur les transferts de fonds et la couverture des taux de change.

Le club métier Ressources humaines

Deux groupes réunissent depuis plusieurs années les personnes en charge des ressources humaines au sein des petites et des moyennes ONG, d'une part et des grosses ONG membres

d'autre part. En 2017, ces groupes ont poursuivi leurs échanges et leurs travaux collectifs sur plusieurs thématiques : loi travail, ordonnances Macron, télétravail, fiscalité et standards de vie pour les expatrié.e.s, logiciels RH. Trois ateliers ont été organisés en parallèle, en partenariat avec l'AADH, afin d'approfondir la réflexion sur la loi travail et le télétravail. Deux ateliers ont été menés sur la fiscalité des expatrié.e.s avec l'intervention à titre *pro bono* de deux personnes ressources : Hadrien Halard, avocat fiscaliste du cabinet HLD et Marguerite Bellenger experte en fiscalité.



© Coordination SUD

Atelier fiscalité des expatrié.e.s du 8 septembre 2017.

Le club métier Communication

Ce club métier réunit les chargé.e.s et responsables de communication des ONG membres intéressé.e.s, potentiellement 200 personnes. Son objectif est de faciliter l'échange de pratiques,



Apéro des pratiques
« Capitalisation
marque associative »
du 14 décembre
2017.

© Coordination SUD

d'informations et la mutualisation d'outils sur la communication au sein des ONG. En 2017 trois petits déjeuners de la communication ont été proposés : campagne pour les élections, consultation des membres sur l'audit de communication de Coordination SUD, échanges de pratiques sur les outils collaboratifs.

L'ACCÈS AUX CONNAISSANCES FACILITÉ

Coordination SUD a poursuivi son travail de veille et de diffusion d'informations aux acteurs et actrices du secteur de la solidarité internationale. Plusieurs travaux de capitalisation ont été réalisés en 2017 sous la forme de capitalisations croisées, de fiches *Pratiques & outils* ou encore de vidéos de témoignages.

Des newsletters d'appui aux ONG

Plusieurs outils sont utilisés pour appuyer les ONG : ateliers d'information, newsletters (*Bulletin des actualités des financements et des ressources*, *Infos RH*) ou encore la réponse aux questions des membres. Vingt-trois bulletins sur les financements et les ressources utiles aux ONG ont été diffusés en 2017 incluant des appels à projets, ateliers d'information, outils, offres de formation, etc. Par rapport aux années précédentes, un effort a été fait pour informer plus sur les financements ouverts aux ONG, en ajoutant de nouveaux bailleurs, institutionnels ou fondations.

Deux numéros de la lettre *Infos RH*, spécialisée sur les questions de gestion des ressources humaines, ont été diffusés en 2017. La lettre contient des

▶ NOUVEAUTÉ : LA COLLECTION *PRATIQUES & OUTILS*

Dans un souci permanent de proposer des contenus de qualité pour mieux appuyer les ONG dans leur renforcement institutionnel et organisationnel et dans leur conduite de projets sur le terrain, Coordination SUD lance la collection de fiches *Pratiques & outils*. Ces fiches pratiques présentent des repères, un aperçu méthodologique, des témoignages et des outils pour engager une réflexion. Elles sont consultables sur le site Internet de Coordination SUD.

interviews, une sélection de la jurisprudence, des ressources pratiques (formations, événements, fiches pratiques, etc.). Les informations diffusées dans les newsletters sont également disponibles sur le site Internet de Coordination SUD.

Des capitalisations, études d'intérêt général et fiches pratiques pour avancer collectivement

Mieux connaître le secteur, l'accompagner dans ses évolutions, au plus près des besoins, qu'ils soient financiers, organisationnels ou qu'ils se posent en termes d'image, voici plusieurs sujets qu'a exploré Coordination SUD, le tout accessible au travers de fiches repères ou de documents de capitalisation et d'études approfondies.



© Coordination SUD

Focus group de l'étude Argent ASI du 30 novembre 2017.

DES CAPITALISATIONS POUR BÉNÉFICIER DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Et si le moment était venu pour votre ONG de travailler sa marque associative ?

Face à une demande croissante de la part des ONG souhaitant adapter leur communication à l'identité de leur association, Coordination SUD a entrepris de croiser la diversité de ces expériences dans le cadre du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Frio). En effet, faire valoir la spécificité de leur projet associatif et valoriser ce qui les rend unique devient un enjeu clef pour les ONG françaises. Trois associations, Djantoli, Enfants sans Frontières et le Secours Islamique France ont accepté de partager leur expérience. Elles ont mis au profit du collectif les enseignements tirés de leur démarche de construction d'une identité de marque. Pragmatique, la **capitalisation** est émaillée de plusieurs fiches pratiques.

La capitalisation comprend un guide disponible sur le site Internet ainsi qu'une vidéo sur la chaîne YouTube de Coordination SUD. S'appuyant sur la capitalisation, un apéro des pratiques organisé fin 2017 a réuni vingt-cinq représentant.e.s d'ONG, qui ont pu entendre les témoignages d'Enfants sans Frontières, du Secours Islamique France et de Commerce Équitable France.



DES FICHES REPÈRES POUR S'OUTILLER OU ENGAGER LA RÉFLEXION SUR UNE THÉMATIQUE

Neuf fiches de la nouvelle collection de Coordination SUD, *Pratiques & outils*, ont été publiées en 2017. **Trois fiches** ont été consacrées à l'intégration du genre dans le cadre d'une analyse comparée par pays (Belgique, Canada) et par secteurs d'activités (jeunesse) (voir p. 77). En utilisant le *Panorama général des financements*, actualisé en 2016, **cinq fiches** ont été publiées, présentant chacune un bailleur et ses instruments de financement des ONG. L'Union européenne, qui reste le principal bailleur institutionnel des ONG françaises (en moyenne sur l'ensemble du secteur) a fait l'objet de deux fiches, l'une présentant la direction générale ECHO, pour l'aide humanitaire d'urgence, l'autre les instruments gérés par la direction générale Devco, destinés à soutenir les actions de développement. Côté français, trois fiches présentent respectivement le Fonds d'urgence humanitaire géré par le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le dispositif Initiatives-OSC et la Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG, deux instruments de l'AFD.

DES ÉTUDES POUR IDENTIFIER LES ÉVOLUTIONS DU SECTEUR

Étude d'intérêt général : Comment rendre plus agile ma gouvernance ?

Véritable guide d'aide à la réflexion au service des associations de solidarité interna-

tionale, cette étude propose une analyse des enjeux actuels pesant sur la gouvernance des ONG, ainsi qu'un repérage des réponses mises en place par ces dernières. À travers l'exploration de vingt-et-un modèles de gouvernances elle aborde les questionnements suivants : comment dynamiser le fonctionnement des gouvernances actuelles, comment intégrer les partenaires du Sud dans les gouvernances ? Comment pérenniser les missions de son association et pourquoi s'adosser à d'autres véhicules juridiques (fonds de dotation, fondations, SARL, etc.), ou encore comment réduire le décalage entre les élu.e.s et les salari.e.e.s ? L'étude a été réalisée en 2017 et sera publiée en 2018. Ses résultats seront présentés lors d'un atelier de réflexion en 2018.

Lancement de l'étude *Argent & associations de solidarité internationale (2012-2016)*

Traditionnellement réalisée par le ministère des Affaires étrangères, puis par Ritimo pour la dernière édition (2006-2011), la nouvelle édition de l'étude *Argent & associations de solidarité internationale* a été conduite par Coordination SUD. Lancée en juillet 2017, l'étude couvre la période 2012-2016. Juillet à décembre ont été consacrés au recueil des données, par questionnaires (qualitatif et quantitatif) et par *focus groups* pour creuser certaines questions. La finalisation de l'étude et sa restitution seront réalisées dans le premier trimestre 2018. 🌸



3

Environnement favorable & droit d'initiative



PROMOUVOIR ET DÉFENDRE LE SECTEUR DES ONG EN FRANCE

La défense d'un environnement favorable aux ONG a été un défi majeur en 2017. Si la reconnaissance de la plus-value des ONG a été actée par l'adoption du document cadre du ministère des Affaires étrangères, la question des moyens et des financements dédiés à leurs initiatives demeure une bataille permanente.

UN NOUVEAU CADRE POUR LES RELATIONS ENTRE LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Une demande récurrente de Coordination SUD a enfin abouti : le 17 mars 2017, Jean-Marc Ayrault, alors ministre des Affaires étrangères, lançait le premier document d'orientation politique relatif au partenariat entre le ministère (et ses opérateurs) et la société civile. Document sur lequel les membres du Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI) ont été consultés. Largement amendé par Coordination SUD, ce texte marque de réelles avancées pour les organisations de la société civile (OSC) et particulièrement pour les ONG : leur plus-value, leur expertise, leurs capacités d'actions et la qualité de leur travail sont reconnues dans ce document officiel. Celui-ci appelle par ailleurs à un partenariat renforcé entre elles et les pouvoirs publics, notamment dans l'élaboration de la politique de développement et de solidarité internationale. En outre, le document reconnaît la faiblesse du soutien de la France aux OSC dans la conduite de la politique de développement et de solidarité internationale et inclut comme cible de niveau d'aide publique au développement (APD) transitant

par les OSC la moyenne des pays de l'OCDE (de l'ordre de 17 % contre 3 % en France), sans préciser d'échéance toutefois.

DÉFINITION DU NOUVEAU CIT-OSC

Une fois ce document publié, l'AFD a lancé le chantier d'élaboration de son nouveau cadre d'intervention transversal pour les relations avec les organisations de la société civile, le CIT-OSC, pour la période 2018-2023. Il définit le partenariat et la collaboration entre l'AFD et les OSC. Comme pour le précédent CIT, couvrant 2013-2016, Coordination SUD a activement participé au processus d'élaboration, qui a mobilisé *via* la commission Financement et renforcement institutionnel (Cofri) et au-delà, de nombreuses ONG membres et partenaires. Plusieurs groupes de travail ont été organisés : 1°) renforcement des capacités des sociétés civiles à atteindre les ODD, 2°) soutien aux initiatives des OSC au niveau des territoires et encouragement des approches multi-acteurs, 3°) renforcement du partenariat entre AFD et OSC (dialogue et production de connaissances, éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale - ECSI, recherche et innovations, collaborations financières). À la fin 2017, Coordination SUD avait proposé de nombreux amendements au projet de document.

Coordination SUD a évidemment porté la question globale des moyens alloués aux dispositifs déjà existants (I-OSC) et les dispositifs en création ou à venir (facilités vulnérabilités, mésoprojets, recherche, etc.). Sur les modalités du dialogue avec l'agence, Coordination SUD a insisté pour que les échanges ne se limitent pas au département du Partenariat avec les organisations de la société civile (DPA-OSC), mais soit élargi à d'autres directions de l'AFD, comme la direction des Opérations, direction des Études, celle de la Recherche et des savoirs et les directions géographiques. Ceci pour participer aux réflexions et stratégies sectorielles ou géographiques en intégrant l'ensemble



© Coordination SUD

Atelier
Mésoprojets du
22 juin 2017

des initiatives de l'AFD ainsi que l'ensemble des acteurs ciblés (États, collectivités locales, secteur privé, etc.). D'autres points plus spécifiques ont fait partie également des réflexions et des enjeux de ce futur CIT : financement et liens de partenariats avec les ONG du Sud, ouverture de l'AFD à de nouveaux acteurs relevant de l'économie sociale et solidaire, financement des projets de petite et moyenne taille (suite du chantier mésoprojets), collaboration entre l'AFD et Coordination SUD sur le champ de l'ECSI, développement de partenariats de recherche.

VERS LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX MÉSOPROJETS ?

Les réflexions concernant l'éventualité d'un dispositif de financements pouvant répondre aux projets de taille moyenne, initiées lors du CIT-OSC 2013-2016 de l'AFD ont conduit Coordination SUD à faire réaliser une étude en deux phases. La première a porté sur une analyse des besoins et sur la pertinence d'un dispositif. Les conclusions justifiant la pertinence d'un dispositif dédié, la seconde phase a permis d'approfondir les contours que pourraient prendre un dispositif répondant à des besoins de financements de projets (terrain, ECSI, structuration du milieu associatif) mais aussi d'accompagnement des ONG porteuses.

Plusieurs options ont été identifiées, potentiellement complémentaires : l'évolution des dispositifs existants (Agence des Micro-Projets, PRA/OSIM, Initiative-OSC de l'AFD), la mise en place

d'un dispositif d'intérêt général porté par les acteurs et actrices des territoires pour les projets allant jusqu'à 150 000 euros, un dispositif à inventer pour les mésoprojets compris entre 150 000 et 300 000 euros. Ces solutions doivent pouvoir répondre également aux enjeux de renforcement de l'impact et de la cohérence des dispositifs existants et à mettre en œuvre, de promotion des acteurs et actrices au niveau des territoires pour une meilleure couverture géographique des besoins et l'accompagnement du changement d'échelle des organisations. La mise en œuvre concrète du soutien aux mésoprojets devra être discutée avec l'AFD et dépendra bien évidemment des moyens financiers disponibles pour cela. Coordination SUD poursuivra son dialogue avec l'agence sur ce sujet.

PLAIDOYER POUR LE FINANCEMENT DES ONG

Augmenter les financements publics français pour les ONG est une demande constante de Coordination SUD, à la fois pour répondre aux besoins des ONG et parce que le soutien de la France à ses ONG stagne à un niveau très bas par rapport aux autres pays donateurs. En particulier, Coordination SUD a plaidé toute l'année pour augmenter le Fonds d'urgence humanitaire et l'enveloppe Initiatives-ONG. Pour appuyer ce plaidoyer, Coordination SUD a produit une [courte vidéo](#) d'animation qui rappelle quelle est la valeur ajoutée des ONG et pourquoi il faut les soutenir financièrement, utilisée notamment lors de la campagne électorale. Enfin, comme décidé dans sa stratégie 2017-2022, ►►►



© Coordination SUD



© Coordination SUD



© Coordination SUD

Manifestation devant l'AFD le 26 octobre 2017 contre les coupes sur le budget I-ONG.

►►► Coordination SUD a renforcé sa mission de plaidoyer syndical, à la fois en y dédiant un chargé de mission du Secrétariat exécutif et en créant au sein de son Conseil d'administration une fonction de référent sur ce sujet.

MOBILISATION DE COORDINATION SUD CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES

En juillet 2017, le nouveau ministre de l'Action et des Comptes publics a décidé de réduire le budget 2017 de l'aide publique au développement. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en appliquant cette décision, a amputé de seize millions d'euros (sur 77 millions) le budget annuel du dispositif I-OSC de l'AFD, soit plus de 20 % de l'enveloppe. Avec des conséquences immédiates pour les ONG dont les projets devaient être examinés dans les derniers mois de l'année, qui se retrouvaient donc sans financement. Coordination SUD a réagi en organisant avec ses membres une manifestation au matin du 24 octobre devant l'AFD, jour de la tenue de son Conseil d'administration où siègent le ministère de l'Action et des Comptes publics ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Une première pour Coordination SUD ! La centaine de représentant.e.s d'ONG présent.e.s ont accueilli le personnel de l'AFD en leur distribuant des croissants, amputés de 20 %. Devant la forte mobilisation des ONG, le MEAE ainsi que l'AFD n'ont pas tardé à réagir en remobilisant des moyens financiers pour compenser les coupes décidées. Le ministre Jean-Yves Le Drian et le directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, se sont déplacés en personne dans les locaux de Coordination SUD le 6 novembre pour annoncer le rétablissement de l'enveloppe et l'annulation des coupes budgétaires.

CHANTIERS SUR LA FISCALITÉ DES DONS ET DU MÉCÉNAT

Une nouvelle instruction fiscale a été publiée en mai 2017 portant sur la fiscalité des dons et du mécénat. Cette instruction précise de nombreux points qui ont fait l'objet de plusieurs années de négociation : précisions sur la définition des actions humanitaires, intégration des actions de changements climatiques et à l'environnement, reconnaissance du partenariat avec des acteurs et actrices locaux. Toutefois, cette instruction demeurant encore imparfaite par son contenu (concepts clés non cités, définitions pouvant paraître restrictives), Coordination SUD a donc poursuivi le dialogue avec la direction de la législation fiscale du ministère des Finances pour étudier les options qui permettraient de limiter au maximum les risques pour les ONG et leur offrir le cadre le plus favorable possible. 🌸



© Coordination SUD

Visite de Jean-Yves Le Drian et Rémy Rioux dans les locaux de Coordination SUD.

DÉFENDRE LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION DES ONG DANS LE MONDE

L'environnement des ONG au niveau international a été tout particulièrement mis à mal en 2017. La société civile et les droits des associations et ONG ont fait l'objet d'attaques aussi bien en Europe (Pologne, Hongrie) que sur d'autres continents (Afrique, Amérique latine, Asie). Coordination SUD a répondu aux sollicitations de ses membres ou de réseaux internationaux pour soutenir les victimes de ces attaques.



Rencontre avec les ONG colombiennes le 16 octobre 2017.

CONTRE LES MENACES SUR L'ESPACE CIVIL EN ÉGYPTÉ

En novembre 2016, le Parlement égyptien a adopté une loi très restrictive, ratifiée par le président Abdel Fattah Al-Sissi quelques mois plus tard. Cette loi entrave le travail associatif en rendant très complexe la création, le fonctionnement et le financement des ONG nationales et internationales. Elle entérine les contrôles du gouvernement sur toutes les ONG présentes sur le territoire.

Dans un contexte de crise économique aigüe, ce rétrécissement progressif de l'espace de la société civile en Égypte est particulièrement dangereux pour la population. L'État se désengage des services de base, les ONG agissent là où l'État est défaillant, mais leurs actions sont de plus en plus entravées.

À la demande et avec l'aide de ses membres, Coordination SUD a dressé un état des lieux de la situation des organisations de la société civile en Égypte. Elle s'est associée à des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International et Human Rights Watch, pour dénoncer cette loi et demander des engagements à Emmanuel Macron qui devait recevoir le président égyptien à Paris en octobre 2017. Parmi les actions menées : deux rendez-vous au palais

de l'Élysée et une conférence de presse, donnant lieu à 52 retombées dans les organes de presse régionaux, nationaux et internationaux.

LA FRANCE À L'HEURE DE LA COLOMBIE

À la demande de la Confédération colombienne des ONG (CCONG), Coordination SUD a participé au Forum des ONG colombiennes et françaises qui s'est tenu à Grenoble du 17 au 19 octobre 2017. Ce forum, organisé par le Réseau France Colombie Solidarités et la CCONG dans le cadre de l'Année France-Colombie 2017, a abordé les thèmes de la coopération, de l'innovation sociale et de la citoyenneté. Les organisations des sociétés civiles colombiennes et françaises se sont entretenues sur la coopération bilatérale franco-colombienne dans le contexte post-accord de paix et la perspective d'une paix complète et durable en Colombie.

Coordination SUD est intervenue dans une table ronde sur le thème « environnement favorable : le défi pour la coopération, le développement et la paix ». L'occasion d'expliquer comment s'organise le dialogue entre ONG et pouvoirs publics en France et de présenter les enjeux de défense et de promotion du secteur. En amont de ce forum, Coordination SUD a organisé plusieurs rencontres entre représentant.e.s des ONG colombiennes et institutions publiques françaises (MEAE, AFD). 🌸



4

Influencer les politiques de développement et de solidarité internationale



I. Regard sur les enjeux globaux de solidarité internationale

VERS UNE POLITIQUE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT RENOUVELÉE ?

Élections présidentielle puis législatives, nouveau gouvernement, Assemblée nationale profondément renouvelée, dynamiques politiques nationales changées... Coordination SUD a adapté son travail de plaidoyer à ce contexte nouveau pour que les enjeux de solidarité internationale et de développement durable ne passent pas à la trappe du nouveau quinquennat.

CAMPAGNE 2017 : « POUR UN PACTE DE SOLIDARITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DU PROCHAIN QUINQUENNAT ! »

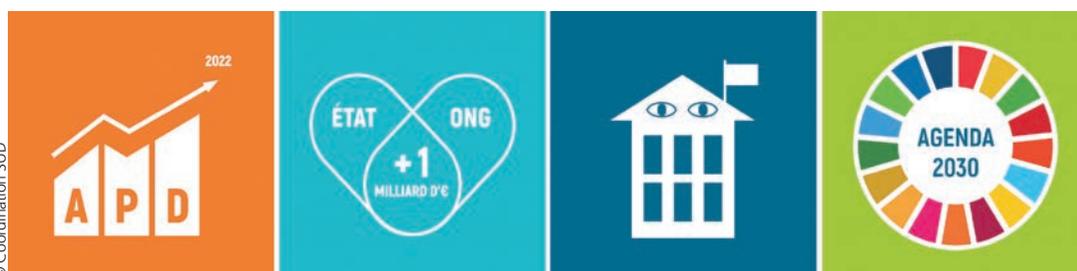
À cent jours du premier tour de l'élection présidentielle française, Coordination SUD a lancé un manifeste appelant les candidats à faire le pari d'un engagement résolu pour une France plus juste et plus solidaire avec le monde, mettant sa politique de coopération au développement durable au cœur de sa politique étrangère. Regroupées en quatre marqueurs, les demandes de Coordination SUD aux principaux candidats ont été portées auprès des différentes équipes de campagne, hors Front national :

1. allouer à la solidarité internationale des moyens à la hauteur des défis mondiaux, en concrétisant l'engagement de consacrer 0,7 % de la richesse nationale à l'aide aux pays en développement ;

2. acter une augmentation des financements publics dédiés aux ONG françaises pour une réelle approche partenariale et atteindre la moyenne des pays de l'OCDE en la matière ;

3. renforcer l'architecture et le portage de la politique française de développement et d'aide humanitaire en la replaçant au centre de sa politique étrangère et en la dotant d'un ministère de plein droit ;

4. s'engager à intégrer et mettre en œuvre les objectifs de développement durable au niveau français. Les contextes mondial, européen et national devant pousser la France à se saisir pleinement des principes de l'agenda du développement durable pour réduire les fractures qui heurtent le monde (atteintes aux droits, crises et conflits, pauvreté et hausse des inégalités, périls climatiques). ▶▶▶





Conférence de lancement de l'Appel des solidarités le 23 mars 2017.



Débat avec les représentants des candidats à l'auditorium du Monde le 24 mars 2017.

Coordination SUD s'est largement mobilisée en 2017 pour une augmentation des crédits alloués à l'APD.

►►► En amont de la présidentielle, ces demandes transversales ont été portées auprès des équipes de campagne d'En Marche, de la France Insoumise, du Parti socialiste et des Républicains. Afin de permettre aux différents candidats de s'exprimer sur nos marqueurs d'engagement et plus largement sur leur vision de la politique de développement et de solidarité internationale, un questionnaire leur a été adressé, leurs réponses et notre analyse comparative ont été publiées sur la page dédiée du site Internet de Coordination SUD. Les mêmes demandes ont par la suite été adressées aux député.e.s.

De nombreuses actions inter-associatives auxquelles Coordination SUD s'est associée ont permis de resituer la solidarité internationale dans le débat public : « grand oral » des candidats à la présidentielle co-organisé avec le consortium Action Santé Mondiale, ONE, CARE France et Action contre la Faim à l'auditorium du Monde le 24 mars, campagne Printemps solidaire portée par Solidarité Sida, Appel des Solidarités porté par la Fondation pour la Nature et l'Homme et Emmaüs, etc.

PREMIERS PAS CONTRASTÉS D'EMMANUEL MACRON ET PLAIDOYER PARLEMENTAIRE

Peu après son élection à la tête du pays, Emmanuel Macron s'est engagé à augmenter

progressivement l'aide publique au développement (APD) française à hauteur de 0,55 % du RNB en 2022, avec un objectif final d'atteinte des 0,7 % sans échéance. Coordination SUD, à travers ses instances et sa commission APD et financement du développement, s'est largement mobilisée en 2017 pour une augmentation des crédits alloués à l'APD avec de nombreuses réunions avec les cabinets ministériels et les parlementaires. Elle s'est également investie pour une taxe sur les transactions financières (TTF) enfin à la hauteur de son ambition initiale, en demandant l'augmentation de son taux, son affectation intégrale à la solidarité internationale et à la lutte contre les changements climatiques, ainsi que l'élargissement de son assiette. Pour concrétiser l'engagement présidentiel, le montant total de l'APD française devra en effet passer d'environ neuf milliards d'euros à plus de quinze milliards d'euros en 2022, soit 1,2 milliard d'euros supplémentaires au minimum tous les ans pendant cinq ans.

Emmanuel Macron s'est rapidement positionné sur la scène internationale comme un leader engagé dans la lutte contre les changements climatiques et les inégalités. Lors de sa première tournée en Afrique, il a répété son engagement à consacrer 0,55 % de la richesse nationale à l'aide publique au développement d'ici cinq ans et a confirmé le plein appui de la France à la mise en place des objectifs de développement

EXAMEN DE LA POLITIQUE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT : LA SOCIÉTÉ CIVILE REND SA COPIE

Chaque pays membre du Comité d'aide au développement de l'OCDE subit tous les quatre ans un examen de sa politique de coopération par des pairs, membres du même comité. En 2017, a été lancé l'examen de la politique française. Dans ce cadre, il a été demandé à Coordination SUD de coordonner la réalisation d'une revue alternative, par la société civile. La revue a été publiée en novembre 2017 et transmise aux examinateurs.



© Coordination SUD

Philippe Jahshan et le député Hubert Julien Laferrière à l'Assemblée nationale, le 5 octobre 2017.

durable d'ici à 2030. Une promesse déjà exprimée devant la communauté internationale lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier et devant Coordination SUD et le RAC-France à l'occasion d'un rendez-vous le 5 septembre. Lors de ce rendez-vous, il avait confirmé la cible d'une APD à 0,55 % en 2022, s'était engagé en faveur d'une programmation pluriannuelle permettant d'atteindre cette cible, mais avait rejeté les demandes des ONG relatives à la TTF au niveau français, tout en se déclarant favorable à l'instauration d'une TTF européenne. Ce alors qu'auparavant, le ministre en charge des Comptes publics avait décidé de façon unilatérale de couper 136 millions de crédits de paiement dédiés à la solidarité internationale pendant l'été.

L'Assemblée nationale ayant été profondément renouvelée, Coordination SUD a diffusé en juillet à destination de l'ensemble des député.e.s inscrit.e.s dans des groupes parlementaires deux documents pour les informer de leur rôle dans l'élaboration de la politique française de solidarité internationale et sur l'aide publique au développement. Les messages de Coordination SUD ont été portés auprès des parlementaires dans le cadre du Projet de loi de finances 2018, qui a fait l'objet d'un document d'analyse comme tous les ans. En plus des rendez-vous menés avec des parlementaires ciblés, un événement parrainé par Hubert Julien-Laferrière (rapporteur de la mission APD) a rassemblé plusieurs député.e.s le 5 octobre 2017 afin de les sensibiliser à l'importance de la solidarité internationale et aux outils pour traduire les engagements de hausse des moyens dans les faits. Coordination SUD a également été auditionnée à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale et au Sénat dans le cadre des débats budgétaires.

Le 20 décembre 2017, l'Assemblée nationale a définitivement adopté le premier budget du gouvernement Édouard Philippe. Pour la solida-



© Présidence de la République/Flafrite

Rencontre entre Emmanuel Macron et les ONG de solidarité internationale, le 5 septembre 2017.

rité internationale, le budget prévu pour 2018 dont le cadre du Projet de loi de finances traduit une augmentation de façade de cent millions d'euros, soit une augmentation annuelle douze fois inférieure au montant nécessaire pour atteindre la cible fixée par le président de la République.

Du fait de ce vote, traduire l'engagement présidentiel reviendra à augmenter l'APD de 1,5 milliard d'euros par an pendant les quatre prochaines années.

LE CNDSI : INSTANCE PRIVILÉGIÉE DE CONCERTATION ENTRE L'ÉTAT ET LES OSC

Instance privilégiée de concertation entre le ministère des Affaires étrangères et les différentes catégories des organisations de la société civile depuis 2014, le Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI) n'a pas chômé en 2017 malgré l'année électorale ! Piloté par le ministre ou secrétaire d'État en charge du Développement, c'est au sein de cette instance, dont une partie des membres a été renouvelée au printemps 2017, qu'ont été débattus de nombreux éléments structurants pour la solidarité internationale et notre secteur.

Pour ne citer qu'eux : l'élaboration du document d'orientation politique sur le partenariat entre le MAE et la société civile ; le suivi de la mise en œuvre des conclusions du Cigid de novembre 2016 ; l'état de mise en œuvre des ODD par la France ; les échanges relatifs aux priorités du nouveau président de la République, tant géographiques que sectorielles (éducation, climat, égalité femmes-hommes, santé), et les moyens pour les mettre en œuvre ; le lancement de l'Alliance pour le Sahel et la préparation du Cigid de février 2018 ont occupé le collège des seize ONG qui le composent et dont Coordination SUD assure l'animation. 🌸

DÉVELOPPEMENT DURABLE : TOUT OU PRESQUE RESTE À FAIRE POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Rapports Nord/Sud renouvelés, interactions géographiques et sectorielles à réinventer, nouveaux modes d'actions et de coopération, pratiques des acteurs à questionner... Liste non-exhaustive des défis posés par l'Agenda 2030 pour le développement durable, ces évolutions sont suivies de près par Coordination SUD, qui a par ailleurs déploré l'inertie de l'État français à traduire concrètement ses engagements ces deux dernières années.



© RACSA Prod/ Martin Demey

LE SUIVI TRANSVERSAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR COORDINATION SUD

Suite à l'adoption de la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (LOP-DSI) en 2014 puis des dix-sept objectifs de développement durable (ODD) l'année suivante, Coordination SUD avait créé deux espaces collectifs chargés, entre autres, d'œuvrer à l'opérationnalisation des engagements gouvernementaux : une commission sur la cohérence des politiques pour le développement, une autre sur le suivi et la mise en œuvre des ODD. Pour un portage plus lisible du développement durable, ces deux espaces ont été fusionnés en 2017. L'actuelle commission ODD, qui rassemble des expertises sectorielles et transversales complémentaires, veille notamment à l'intégration des ODD et à l'impératif de cohérence des politiques qu'ils impliquent dans les stratégies, approches et politiques publiques françaises relatives à la solidarité internationale ou pouvant avoir un impact sur le développement durable de pays tiers. La commission encourage les évaluations des politiques publiques (par le biais d'analyses d'impacts et/ou d'indicateurs adaptés au nouveau cadre de développement durable), la concrétisation des engagements pris par le gouvernement (LOP-DSI, Cicid, Nations unies, etc.). Enfin, elle mène des réflexions sur les modes d'actions des différents acteurs.

DES RECOMMANDATIONS PORTÉES À PLUSIEURS NIVEAUX

Le premier semestre 2017 constituait une opportunité forte de sensibiliser les décideurs politiques à ces enjeux. Deux recommandations transversales ont été portées (elles le sont toujours) par Coordination SUD dans le cadre de son plaidoyer élections : construire une feuille de route de mise en œuvre des ODD portée au plus haut niveau pour assurer son interministérialité, créer un dispositif indépendant de contrôle de la cohérence des politiques publiques avec le développement durable. L'écho de ces propositions a, avouons-le, été limité tant la campagne électorale a érudé les grands enjeux mondiaux et les défis de moyen et long terme qu'ils posaient. Ces demandes, tout comme des recommandations plus techniques en termes de gouvernance et de contenu, ont toutefois pu être portées à haut niveau en 2017 : devant le chef de l'État et ses ministres le 5 septembre dernier, dans le cadre des travaux du CNDSI et dans le dialogue construit avec le ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) sur le sujet. Reste à savoir si le MTES saura faire « ruisseler » les engagements français auprès des autres ministères. 🌸



© Prince-Naymuzzaman/Solidarités Internationales

LES ACTEURS FACE AU DÉFI DES TERRAINS DE CRISE MULTIPLES

En 2017, les ONG membres de la commission Humanitaire ont été confrontées à une dégradation et une multiplication de terrains de crise complexes. La commission a mené un plaidoyer continu en préparation de la Conférence nationale humanitaire 2018 pour l'augmentation du financement des actions humanitaires. Elle a poursuivi son travail d'ouverture et de dialogue avec d'autres acteurs de l'humanitaire.

UN ACCROISSEMENT DES CRISES COMPLEXES ET DURABLES

En 2017, les besoins humanitaires dans le monde ont atteint un niveau sans précédent. Sur l'année, le nombre de personnes nécessitant une d'assistance humanitaire a augmenté de 12,5 millions et est passé à 141,1 millions de personnes dans 37 pays. Les crises ont été de multiples formes : alimentaires, naturelles, politiques avec leurs corollaires de violences et d'exactions.

Les ONG membres de Coordination SUD sont investies sur de multiples terrains, que ce soit dans la province du Kasai en République démocratique du Congo confrontée à une escalade de violences, au Myanmar et au Bangladesh pour venir en aide aux réfugié.e.s, dans le Sahel, en Syrie...

Elles ont eu à faire face cette année aux difficultés d'accès aux populations comme au Yémen, à la faiblesse des financements internationaux pour répondre aux crises, aux atteintes à l'encontre du droit international humanitaire avec les attaques régulières des personnels. La commission Humanitaire a constitué un lieu d'échanges sur les situations, de partage d'informations voire de projets d'interventions communs.

UN PLAIDOYER PAYANT AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

Un des axes de travail de la commission Humanitaire a été d'alerter les pouvoirs publics sur les difficultés rencontrées par les ONG dans leurs réponses face aux crises. Coordination SUD a défendu la revendication de 10 % de l'APD dé-

diés aux questions humanitaires. Ce travail de plaidoyer a porté ses fruits et même si les décisions du gouvernement sont encore en deçà des attentes de Coordination SUD, le financement de l'aide humanitaire évolue positivement passant à 33,5 millions d'euros (contre 23,2 millions en 2016) pour le Fonds d'urgence humanitaire. L'aide humanitaire globale devrait atteindre 500 millions en 2022 (152,4 millions en 2016), soit plus de trois fois le montant actuel.

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE NATIONALE HUMANITAIRE (CNH)

L'année 2017 a mobilisé les membres de Coordination SUD sur la préparation de la 4^e Conférence nationale humanitaire, organisée en mars 2018. La CNH se tient tous les deux ans et réunit le gouvernement français et les représentant.e.s des principales organisations internationales et non-gouvernementales.

Un comité de pilotage de la CNH, émanation du Groupe de concertation humanitaire, a été créé pour l'occasion par le Centre de crises et de soutien, incluant des représentant.e.s de Coordination SUD. Il s'est réuni régulièrement à partir du mois de mai afin de travailler à l'organisation de cette journée (invités, thématiques, programme, etc.). Les ONG membres ont contribué à la définition des axes de travail et produit les notes d'orientation sur les quatre thèmes retenus : droit international humanitaire, financement, localisation de l'aide et lien urgence-développement (Nexus). ▶▶▶



© Coordination SUD

DES DISCUSSIONS RÉGULIÈRES AVEC LES AUTORITÉS POLITIQUES

La commission Humanitaire a poursuivi les échanges réguliers avec le gouvernement français par le biais du Groupe de concertation humanitaire. Il s'est réuni trois fois en 2017 pour aborder des sujets tels que la nouvelle stratégie humanitaire de la République française, les priorités françaises dans le cadre du *Grand Bargain* (initiative destinée à combattre le déficit de financement de l'aide humanitaire dans le monde), les travaux du groupe Aide humanitaire et aide alimentaire de l'Union européenne (Cohafa), le dialogue avec la DG ECHO, un examen des crises en cours. Coordination SUD a rencontré également le président de la République, Emmanuel Macron, ainsi que le ministre des Affaires étrangères sur les questions humanitaires.

Des échanges réguliers ont été menés avec l'Agence française de développement, notamment autour du cadre d'intervention transversal (CIT) Vulnérabilités aux crises.

La commission Humanitaire a été auditionnée fin 2017 dans le cadre de la revue par les membres de l'OCDE de la politique de coopération de la France. Elle a fait part aux évaluateurs de ses observations sur la politique du gouvernement français sur le champ de l'aide humanitaire et transmis ses recommandations lors d'un échange au MEAE.

POURSUITE DE LA COLLABORATION AVEC LES ACTEURS DE L'HUMANITAIRE

Dans sa volonté d'ouverture et d'échanges avec tous les acteurs et actrices de l'humanitaire,

Coordination SUD a organisé ou participé à nombre de rencontres en 2017 avec plusieurs organisations. Voice, qui rassemble les ONG humanitaires au niveau européen a présenté ses priorités de travail à la commission Humanitaire, portant sur les principes humanitaires, l'action collective, les crises politiques et la question du financement de l'aide humanitaire. Sans oublier l'évaluation des projets d'aide humanitaire pour la période 2012-2016, un atelier sur les transferts monétaires, le consensus européen pour l'aide humanitaire et son plan d'action, les échanges avec ECHO et sur le *Grand Bargain*. Des échanges réguliers avec le Groupe URD ont été organisés, dans le cadre de son projet « Apprendre et innover face aux crises ». Coordination SUD a contribué à la révision du manuel *Sphere* confiée à Bioforce, notamment par la diffusion du questionnaire d'évaluation de la précédente version.

Stait (*Senior Transformative Agenda Implementation Team*) est un processus de réforme initié par le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies, dont le but est d'améliorer les principes, l'aide humanitaire collective et la protection des équipes humanitaires sur le terrain. Des échanges ont eu lieu sur ce sujet entre OCHA, bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, et la commission Humanitaire. Enfin Coordination SUD a dialogué avec le réseau international d'ONG ICVA, sur le Nexus, la protection de l'espace humanitaire et les moyens d'intervention par pays. 🌸

URGENCE CLIMATIQUE : ALLER AU-DELÀ DES EFFETS D'ANNONCE !

Records de températures enregistrés, multiplication des catastrophes naturelles, hausse de la faim dans le monde en 2017, première hausse des émissions de CO₂ dans l'atmosphère depuis ces trois dernières années, etc. Malgré ces défis, les ONG déplorent la lenteur des progrès réalisés et les occasions manquées.

LE CASSE-TÊTE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS

Lors de la COP21, les pays industrialisés se sont accordés à permettre la mobilisation de cent milliards de dollars par an de fonds publics et privés d'ici 2020 pour la lutte contre les changements climatiques. Largement représentées lors de la COP23 (Bonn, novembre 2017) et du *One Planet Summit* (Paris, 12 décembre 2017), les ONG françaises ont dénoncé la faiblesse des engagements pris, notamment par la France. Si certains chantiers techniques ont avancé (plan d'action en faveur de l'égalité des sexes ; création d'un programme de travail agriculture et sécurité alimentaire, sur les peuples autochtones, lancement du dialogue Talanoa), le rythme des négociations, comme leurs résultats, ne sont pas encore à la hauteur de l'urgence. La seule annonce financière nouvelle de la France aura été une hausse des financements annuels dédiés à l'adaptation aux changements climatiques, qui répond partiellement aux besoins des pays les plus vulnérables mais qui reste largement insuffisante. Dans le même temps, Emmanuel Macron est revenu sur l'élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières, puissant levier de financement de la lutte contre les changements climatiques.

VERS UNE AFD 100 % COMPATIBLE AVEC L'ACCORD DE PARIS ?

Le chantier de révision du CIT Climat de l'AFD s'est ouvert en concertation avec les acteurs et actrices de la société civile concernés, membres de Coordination SUD et du RAC-France. Présenté en fin d'année, ce nouveau CIT (2017-2022) propose un cadre structurant et ambitieux. Plusieurs engagements ont été salués par les ONG (plus de financements alloués à l'adaptation, notamment en Afrique, augmentation des actions à



© RACSA Prod/ Martin Demay

co-bénéfice climat, etc.), tandis que la mise en œuvre de certaines dispositions devra être clarifiée. Ceci concerne notamment l'engagement à rendre l'activité de l'AFD « 100 % compatible et cohérente avec l'Accord de Paris », dans un contexte où certains prêts octroyés contribuent encore au maintien du fossile à grande échelle.

DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LA COMMISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT (CCD)

2017 représente une année de transition pour la CCD. Ses ONG membres ont élaboré un nouveau programme triennal proposé à l'AFD afin de poursuivre les nombreuses activités de la commission (capitalisation, échange d'expériences et de bonnes pratiques, veille et influence auprès des institutions, etc.). Les ONG membres ont choisi de privilégier, notamment, les axes techniques et politiques suivants pour les trois prochaines années : accès à l'énergie, efficacité énergétique, adaptation et vulnérabilités, financements climat, genre et climat. ✿

PLAIDER POUR L'INTÉGRATION DU GENRE PAR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

2017 a représenté une année de bilan de la Stratégie genre et développement 2013-2017 et de définition des orientations de la diplomatie française pour 2018. La commission Genre et développement de Coordination SUD s'est impliquée dans cette évaluation et réflexion stratégique. Elle a produit différentes notes de position défendues activement dans les espaces de concertation.



© Coordination SUD

UN PORTAGE POLITIQUE MANQUANT DE VIGUEUR

La France a inscrit le genre parmi ses priorités stratégiques, à travers un engagement présidentiel répété au niveau national et porté fortement dans les enceintes internationales. Le 8 mars 2017, le « Serment de Paris » a été un signal fort de la volonté française d'agir en faveur des droits des femmes et de l'égalité : « *Nous faisons le serment d'encourager et d'accompagner l'émancipation des filles et des femmes* ».

La diplomatie française s'était dotée d'une Stratégie genre et développement 2013-2017, avec des ambitions sur le portage politique, la mobilisation des opérateurs, la structuration interne, les actions extérieures et l'aide publique au développement. Bien que des avancées aient pu être constatées, l'appropriation des enjeux par les parties prenantes du développement demeure inégale. Le renforcement de la mise en place du réseau d'acteurs et actrices qui portent les questions du genre au sein du MEAE et de ses opérateurs reste nécessaire. Sa mission doit être clairement définie et évaluée. La formation des équipes doit se poursuivre et être pérennisée et des moyens humains dédiés permettront de soutenir le pilotage de la stratégie dans les différentes institutions.

QUID DES MOYENS ET DES RÉSULTATS ?

Coordination SUD a constaté un décalage entre les engagements diplomatiques et leur application concrète. Certes il y a eu augmentation de l'aide publique au développement marquée genre en 2017, avec 28 % de l'APD en volume intégrant le genre contre 17 % en 2015. Cependant, elle reste éloignée de l'objectif de 50 % fixé par la stratégie 2013-2017. Les montants engagés sur des projets qui intègrent le genre comme objectif principal ont augmenté fortement ces dernières années, mais ne constituent qu'une très faible partie de l'APD. L'ensemble ne dépasse pas 3 %. Ce sont en effet les projets qui prennent en compte la question de l'égalité femmes-hommes comme un « *objectif significatif* », mais non essentiel, qui constituent la majeure partie l'APD marquée genre.

Enfin les moyens mis en œuvre pour réaliser les ambitions de la Stratégie genre et développement en matière de renforcement de capacités – formations, élaboration d'outils et autres – ne sont pas traçables. Et pour impulser une vraie dynamique d'intégration du genre complète et pérenne, il faut allouer les moyens et promouvoir la transparence sur ceux-ci.

Cette analyse et ces recommandations visant une meilleure intégration des droits des femmes dans la politique de développement ont été fortement défendues par Coordination SUD lors de la rencontre avec le président de la République du 5 septembre dernier. 🌸

DÉVELOPPER UNE APPROCHE POSITIVE DES MIGRATIONS, UN NOUVEAU COMBAT

Les migrations sont une priorité stratégique de Coordination SUD, qui s'est dotée d'une commission dédiée pour contribuer à une compréhension commune des migrations à l'intérieur du réseau. Elle plaide pour une approche positive des migrations, le respect des droits fondamentaux et des engagements des États en matière d'APD.

LA STRUCTURATION DE LA COMMISSION AUTOUR DE MESSAGES FORTS

Créée en janvier 2017, la commission Migrations a commencé par élaborer une cartographie recensant les acteurs non gouvernementaux et leurs actions dans le champ des migrations. L'objectif était simple : mieux comprendre le paysage associatif sur la question, définir de manière pertinente les contours de la commission et disposer de l'information nécessaire pour concevoir des alliances avec les acteurs et actrices clefs investis sur la question. Cette réflexion, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, reste un outil de travail interne.

Par ailleurs, les membres de la commission se sont attelés à poser les bases d'un document d'analyse et de positionnement autour de quatre axes : contexte des migrations, protection et approche par les droits, migrations et développement, gouvernance des migrations.

À L'ÉCHELLE FRANÇAISE : CONTRIBUTION AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DES MIGRATIONS

Coordination SUD s'est associée au printemps 2017 à la mobilisation inter-associative pour un changement radical de la politique migratoire, dans le cadre des États généraux des migrations.

Par ailleurs, ses membres se sont engagés dans un espace de dialogue et de concertation animé par l'AFD réunissant les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des collectivités territoriales, l'Office français immigration intégration (OFII) et Expertise France. L'objectif : rédiger le plan d'action Migrations & Développement décidé par le Cigid de 2016 et piloter sa mise en œuvre.



© Ricardo Garcia Vilanova

À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE : L'IMPLICATION AU SEIN DE CONCORD

La création de la commission a permis de consolider la place de Coordination SUD au sein de Concord. En effet, elle s'est engagée au niveau européen dans une étude sur le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Par ailleurs, Coordination SUD s'est associée à la plateforme italienne d'ONG, Concord Italia, pour dénoncer le code de conduite proposé par le gouvernement italien pour les ONG actives dans les sauvetages en mer. Un communiqué de presse conjoint est paru dans deux médias italiens : la *Repubblica* et *Vita*.

À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE : LE SUIVI D'ESPACES DE GOUVERNANCE MONDIALE DES MIGRATIONS

Plusieurs organisations de la commission Migrations suivent le « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » et le « Pacte mondial sur les réfugiés ». Les actualités des négociations ont été partagées au sein de la commission. Plusieurs recommandations phares des ONG ont été intégrées à la note adressée à l'Élysée, sur les attentes de Coordination SUD en amont de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2017. Elles demandaient la sortie du tout sécuritaire (contrôle des frontières/retour/réadmission) pour mettre en avant la protection des personnes et le fait d'assurer des voies légales aux migrations. 🌸

II. Les Plaidoyers sectoriels de Coordination SUD

CONCRÉTISER LES ENGAGEMENTS FRANÇAIS EN SANTÉ MONDIALE

L'année 2017 a été marquée par le lancement d'une nouvelle stratégie française en santé mondiale qui courra jusqu'en 2021, dont les ambitions - tout comme l'absence de moyens pour les atteindre - servent de référence aux ONG pour alimenter leur plaidoyer.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN SANTÉ MONDIALE ET APRÈS ?

Atteindre à terme la couverture santé universelle (CSU), lutter contre les maladies transmissibles, non-transmissibles et la sous-nutrition, participer au renforcement des systèmes de santé et à la sécurité sanitaire internationale, garantir les droits sexuels et reproductifs et atteindre les plus vulnérables avec une approche basée sur les droits humains... Si la majorité des orientations de la stratégie de santé mondiale de la France a été saluée par les ONG, elles n'ont eu de cesse d'interpeler le gouvernement sur l'absence de garantie crédible pour les mettre en œuvre. Ceci compte tenu du manque de lisibilité de l'aide en santé et de son pilotage, du manque d'indicateurs de suivi et d'impact, de l'impossibilité de suivre exactement comment la France contribue au renforcement des systèmes de santé. Ceci s'explique également par l'absence de définition de ce concept transversal qui nécessite des investissements de long terme, financements qui ne

bénéficient que très peu aux pays prioritaires et vulnérables, de l'absence d'engagement précis sur plusieurs volets structurants (droits de santé sexuelle et reproductive, nutrition, etc.). Du grain à moudre pour les quatre prochaines années qui promettent un dialogue riche entre les ONG et les pouvoirs publics en charge de ces enjeux.

L'ENGAGEMENT DE COORDINATION SUD POUR LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Dans un contexte de montée des conservatismes et de recul des droits des femmes en Europe et au-delà, Coordination SUD a pris en 2017 un [engagement inédit](#) en faveur du respect et la promotion de l'accès aux services et aux droits de santé sexuelle et reproductive (DSSR). Une note de position, élaborée par les membres du groupe de travail DSSR, a affirmé pour la première fois les positions portées par le collectif, tout en dressant une série de recommandations à l'attention de la France (dépasser le concept de santé maternelle et infantile, continuer à porter une voix forte sur les DSSR, pérenniser les financements en faveur de la santé sexuelle et reproductive, etc.), de la communauté internationale (abolition des lois restrictives sur l'accès à la contraception et réprimant l'IVG, informer et éduquer de façon inclusive sur la santé sexuelle et reproductive (SSR), renforcer l'accès aux services de SSR conformément aux engagements internationaux auxquels les États ont souscrit, etc.), mais aussi à l'attention des ONG dans leurs projets et pratiques (approche fondée sur les



© SKY Cambodge / Jean Loncle

droits, systématisation de la prise en compte des questions de genre, sensibiliser les acteurs et bénéficiaires aux DSSR, etc.).

En parallèle, alors que la diplomatie française joue un rôle moteur sur la scène européenne et internationale pour placer les droits sexuels et reproductifs au centre de l'agenda du développement durable, ces orientations n'ont toujours pas fait l'objet d'un réengagement financier depuis la fin de l'initiative internationale de Muskoka en 2015, ce alors que Donald Trump a rétabli la *Global Gag Rule*, bloquant ainsi des financements significatifs des acteurs et actrices de terrain œuvrant pour l'accès à la contraception ou au libre choix des femmes et que la France dispose de deux stratégies promouvant les DSSR (stratégie santé mondiale 2017-2021, stratégie enjeu de populations et DSSR 2016-2020).

Les positions incluses dans la note de Coordination SUD ont pu être portées au plus haut niveau, lors d'une rencontre avec Emmanuel Macron et Jean-Yves Le Drian le 5 septembre 2017, ainsi qu'auprès de Philippe Étienne quelques semaines après sa désignation au poste de conseiller diplomatique du président de la République.

LE NUMÉRIQUE : UN LEVIER UNE COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE

Les ONG sont pionnières dans l'innovation en santé : plusieurs ONG françaises ont développé et intégré des dispositifs numériques à leurs projets pour faciliter le suivi patient.e.s et l'accès aux soins pour toutes et tous, dans un contexte où la



couverture mobile s'étend rapidement, y compris dans les pays moins avancés. Fortes de ce constat, elles ont créé au sein de Coordination SUD en 2016 un groupe sur la santé mobile, visant à partager des connaissances et à capitaliser sur les expériences existantes et à terme à positionner les ONG françaises comme actrices incontournables de la m-santé, à l'instar de leurs homologues britanniques et américaines.

Parmi les activités menées en 2017 par le groupe : identification des bonnes pratiques et des risques en m-santé dans le cadre des présentations et capitalisations des projets portés par les membres de Coordination SUD, le renforcement du dialogue avec des fondations (Fondation Pierre Fabre à l'origine de l'observatoire de la e-santé dans les pays du Sud, Fondation Millenia2025 Femmes et Innovation), un dialogue établi avec l'AFD autour de sa stratégie numérique, des liens renforcés avec le *Global Digital Health Network* basé à Washington, groupe de référence mondiale sur les pratiques en e-santé. 🌸



© Jérémie Lusseau / France Volontaires

PESER POUR UNE COHÉRENCE DES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES NORD/SUD

En 2017, la commission Agriculture et alimentation (C2A) a poursuivi son engagement pour le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire des populations des pays du Sud, en cohérence avec l'agenda des ODD et les engagements « climat » internationaux. Elle a élaboré et diffusé des positions communes et veillé à renforcer les capacités des OSC du Nord et du Sud en vue de peser sur les politiques nationales et internationales en faveur de l'agriculture familiale et paysanne.

UNE EXPERTISE AU SERVICE DE TOUS ET DE TOUTES

Les membres de la C2A ont produit des analyses, positionnements et expertises dans l'objectif de renforcer la capacité des organisations de la société civile et d'enrichir les débats concernant les agricultures familiales et paysannes du Sud. À ce titre, huit *Notes de SUD*¹ ont été publiées en 2017. Les sujets ont porté notamment sur la pérennité financière des dispositifs de formation professionnelle rurale, les politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques, le droit à l'alimentation, le commerce équitable, les pôles de croissance...

À partir de l'étude des politiques mises en place au Costa Rica, au Niger et au Vietnam, le rapport de 2017, *Quelles politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales*

aux changements climatiques ?, met en lumière les enjeux d'une adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques sous l'angle des politiques publiques. La liste complète des publications de la C2A est accessible p. 77.

UN PLAIDOYER RÉGULIER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

La C2A participe à plusieurs instances multi-acteurs comme le Groupe interministériel pour la sécurité alimentaire (GISA) au niveau français. Ce groupe rassemble les ministères concernés par le sujet (Agriculture et Alimentation, Europe et Affaires étrangères, Transition écologique et solidaire), l'AFD, la société civile, des instituts de recherche, la profession agricole et des fondations. Les membres de la C2A y défendent les expertises et les positions de Coordination SUD. Les discussions des réunions plénières du GISA en 2017 ont porté notamment sur la stratégie sécurité alimentaire et nutritionnelle du MEAE et ont permis de définir une feuille de route pluriannuelle sur laquelle s'appuieront les chantiers à venir.

La C2A a pris part au groupe de référence de l'évaluation du CIS Irrigation de l'AFD, l'occasion pour la commission d'actualiser ses positions sur la thématique de l'eau. Plusieurs membres ont également participé à la restitution de l'évaluation du CIS de l'AFD « Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne ».

Coordination SUD est active au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies. Elle est représentée par ses membres aux sessions annuelles du comité (via le Mécanisme de la société civile - MSC) et aux événements organisés par le MSC. La 44^e session du CSA s'est tenue à Rome du 9 au 13 oc-

¹ Cf. Plus d'information sur la collection des Notes de SUD dans l'annexe Communication, p. 69.



tobre 2017, précédée de deux jours de forum de la société civile. Au CSA, les porte-paroles du MSC ont dénoncé les risques liés aux méga-fusions dans le secteur de l'agroalimentaire. Ils ont aussi défendu les droits des femmes, porté les voix des sans-terre et des victimes de l'insécurité alimentaire.

POURSUITE D'UN DIALOGUE INTER-ASSOCIATIF

Les organisations membres de la C2A sont souvent parties prenantes de collectifs multi-acteurs comme le Collectif citoyen en France contre les accaparements des terres, le groupe de travail sur les transitions agroécologiques, le Collectif sur les droits des paysans. Plusieurs membres ont également participé à la relance de la Plateforme pour une autre PAC, pour que les poli-

tiques européennes agricoles et alimentaires soient cohérentes avec le développement des agricultures familiales des pays du Sud.

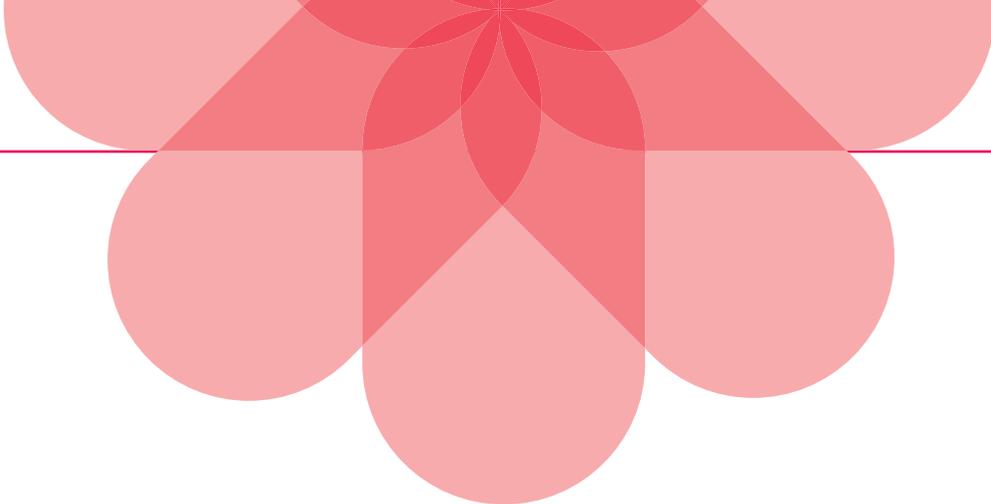
Dans ces collectifs, les ONG membres de la C2A apportent leur expertise et partagent les positions de Coordination SUD. Ceci permet d'assurer une portée plus grande à nos messages et de rechercher des synergies entre les actions menées.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION : SE FAIRE PORTE-VOIX DES PAYS DU SUD

Coordination SUD a participé aux États généraux de l'alimentation lancés par le gouvernement à l'été 2017. Cinquante organisations agricoles, rurales, environnementales, de santé, de solidarité internationale ou encore étudiantes se sont regroupées au sein d'une plateforme et ont activement participé aux ateliers. Elles ont publié soixante priorités plaidant pour une agriculture créatrice de valeur et répondant aux enjeux climatiques, une préservation des terres agricoles et l'avènement d'une réelle démocratie alimentaire au service de la diversité agricole et alimentaire. Les membres de la C2A participant à ces États généraux y ont notamment défendu la nécessité de veiller à la cohérence des politiques agricoles et commerciales avec la politique d'aide au développement de la France, mais aussi l'impérieuse nécessité de renforcer la sécurité et souveraineté alimentaire des pays du Sud. 🌸

▶ ÉVALUATION DE LA C2A

En 2017, la C2A a fait l'objet d'une évaluation externe. Ses conclusions montrent la reconnaissance institutionnelle de la commission, sa capacité de réponse aux attentes de ses membres et une réelle dynamique collective. L'année 2017 a marqué la fin du triennal AFD et le dépôt d'une nouvelle note d'initiative ONG pour un financement AFD pour la période 2018-2020.



[3]

RAPPORT FINANCIER

SYNTHÈSE

L'année 2017 se conclut sur un résultat positif de 8 878 euros, pour une activité de 2,5 millions d'euros. Ce résultat se réalise dans le cadre de la première année de mise en œuvre du nouveau triennal financé par l'AFD et de la montée en puissance des activités du projet genre. L'évènement marquant par rapport aux années précédentes est l'autonomie du FIP, dont les comptes ne sont plus intégrés à ceux de Coordination SUD. Cependant, Coordination SUD porte toujours la subvention de l'Union européenne destinée au renforcement du FIP, qu'elle lui reverse quasi-intégralement.

EMPLOIS

Les subventions accordées sont en forte hausse : il s'agit des subventions versées aux associations soutenues par le Frio, (l'enveloppe 2016 était insuffisante pour faire face aux demandes et une nouvelle enveloppe a été obtenue auprès de l'AFD en 2017) et du reversement au F3E d'une partie des fonds du projet de transversalisation du genre.

L'année 2016 marquait la fin du projet triennal de Coordination SUD et il nous fallait terminer toutes les activités en cours, alors que l'année 2017 s'inscrit dans une phase de lancement du nouveau projet. La diminution des dépenses est notamment due au démarrage progressif des activités. La hausse de la masse salariale est liée à une création de poste temps plein pour le plaidoyer syndical. Les dépenses de fonctionnement de Coordination SUD représentent 17 % des emplois (salaires inclus). Nous consacrons ainsi 83 % des dépenses aux activités opérationnelles (voir p. 45), dont 35 % pour l'appui aux ONG, 18 % pour l'analyse et le plaidoyer et 12 % pour la transversalisation du genre, ce qui montre la priorité politique de Coordination SUD sur ce sujet.

La répartition des emplois par secteur de plaidoyer est conforme aux priorités de l'année : plaidoyer syndical, APD, humanitaire, élections 2017, politiques européennes, ODD et migrations. L'accompagnement Frio représente près de 70 % des dépenses d'appui.

RESSOURCES

Les subventions publiques de l'AFD pour Coordination SUD sont en croissance, avec un nouveau triennal plus ambitieux que le précédent. En 2017, il n'a pas été demandé de soutien à la Fondation de France, ce qui explique la baisse des subventions privées. Le Crédit coopératif a poursuivi son soutien, et des membres ont contribué volontairement à la mise en

œuvre d'activités, permettant ainsi la publication du document d'analyse du PLF et la traduction du guide de procédures de la DPA. Ces membres sont Action Contre la Faim, Apprentis d'Auteuil, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, Handicap International - Humanité & Inclusion, IECD, Médecins du Monde, Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France et WWF France. Les cotisations augmentent légèrement, en lien avec la croissance du nombre de membres, pour 242 k€. Enfin, les recettes d'activité, principalement issues du site Internet et des formations, ont progressé de 9 k€ pour atteindre 121 k€. Les ressources propres de Coordination SUD représentent près de 20 % du budget.

COMPTE DE RÉSULTAT

Le total des produits s'élève à 2 564 690 euros soit 330 000 euros de plus qu'en 2016. Les charges d'exploitation se montent à 2 491 564 euros. Au final, le compte de résultat présente un excédent de 8 878 euros.

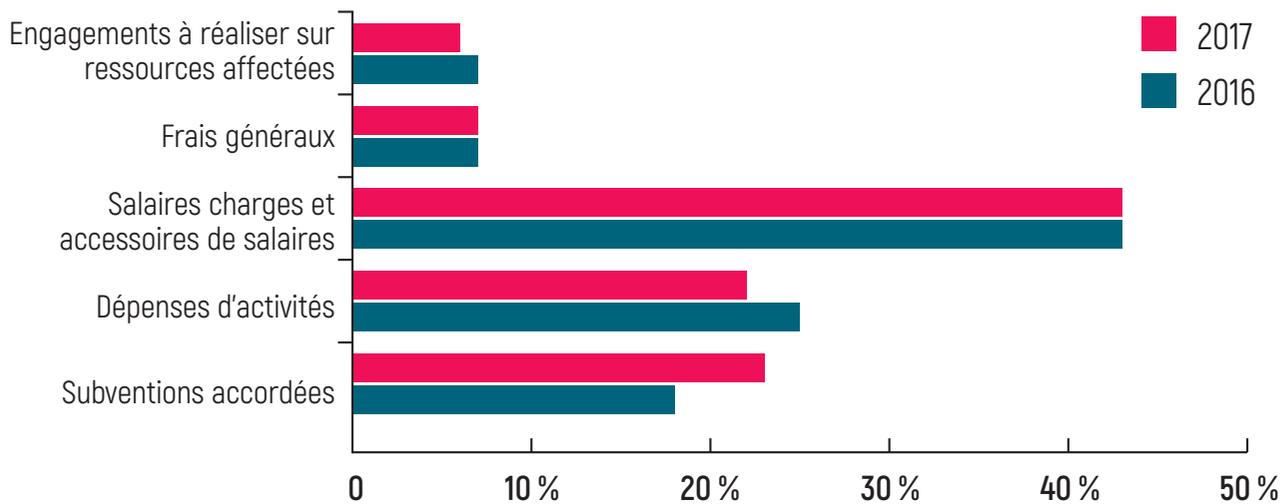
BILAN

A la fin 2017, le volume du bilan est supérieur à celui de 2016 de 1 200 000 euros. Cette augmentation du volume est liée à la comptabilisation de la subvention FIP pour trois ans à l'actif du bilan pour 3,4 millions d'euros et celle de l'AFD pour deux ans de 2,2 millions d'euros. Ces montants sont compensés au passif en produits constatés d'avance.

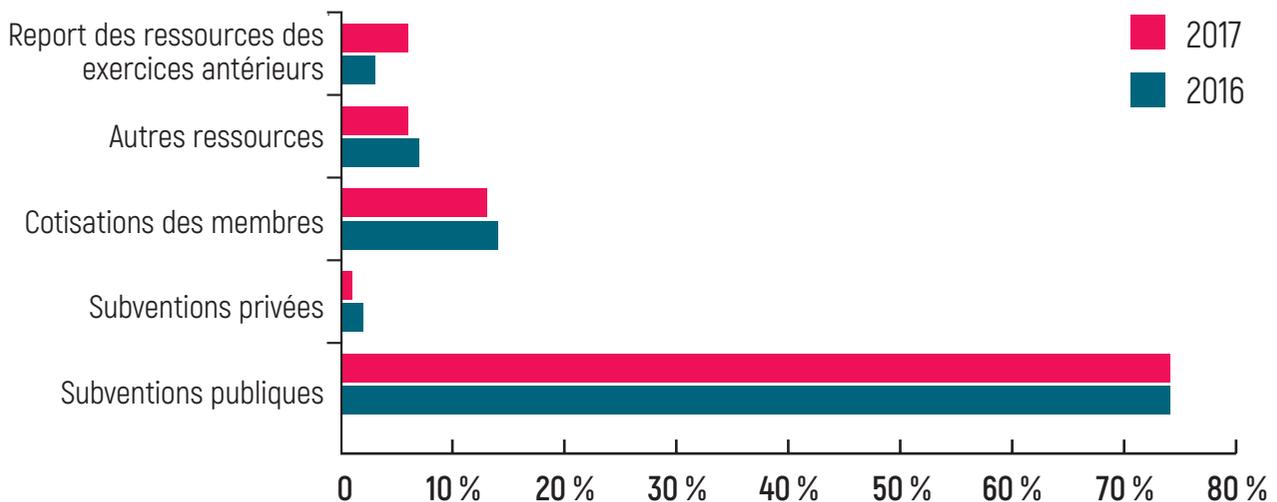
La situation de trésorerie à la fin de l'année est bonne, comparable à celle de 2016.

Coordination SUD continue de renforcer son fonds associatif. **Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter la totalité du résultat aux fonds propres associatifs.**

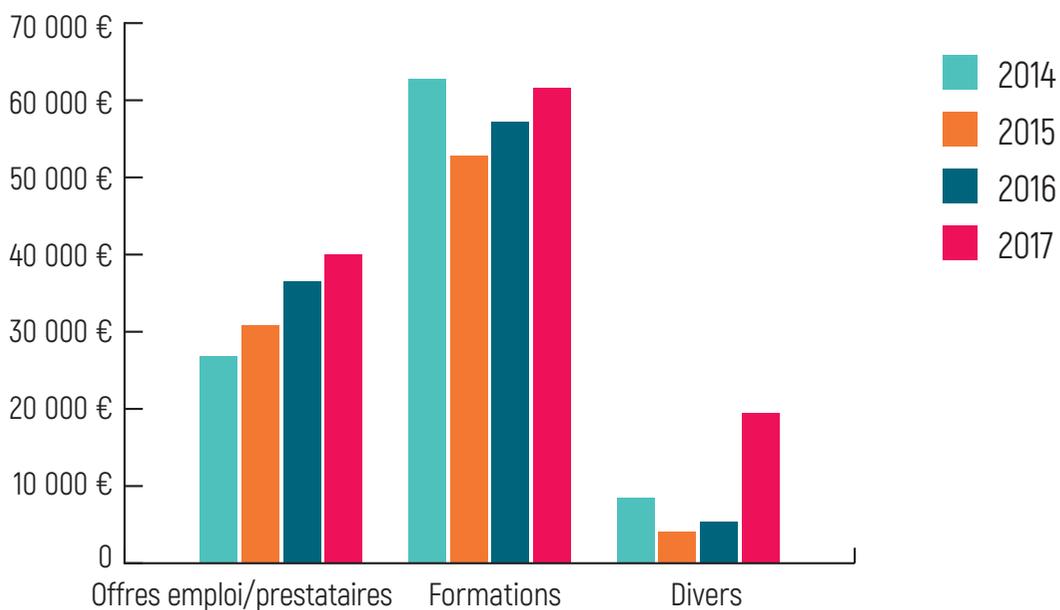
RÉPARTITION DES EMPLOIS - COORDINATION SUD (HORS FIP)



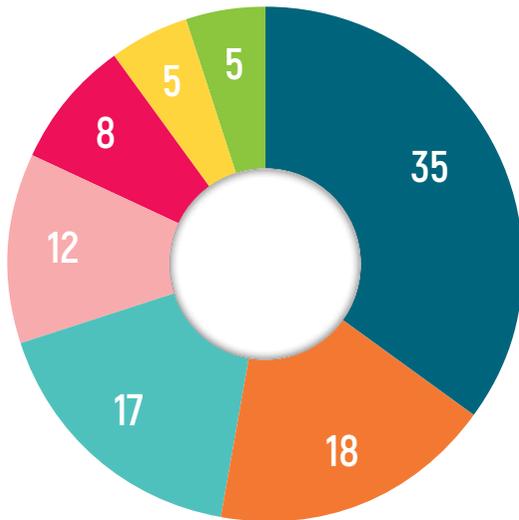
RÉPARTITION DES RESSOURCES - COORDINATION SUD (HORS FIP)



ÉVOLUTION DES RECETTES D'ACTIVITÉS DE 2014 À 2017

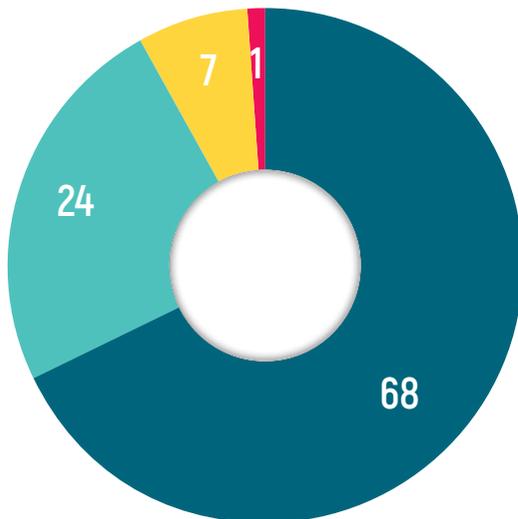


RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ EN %



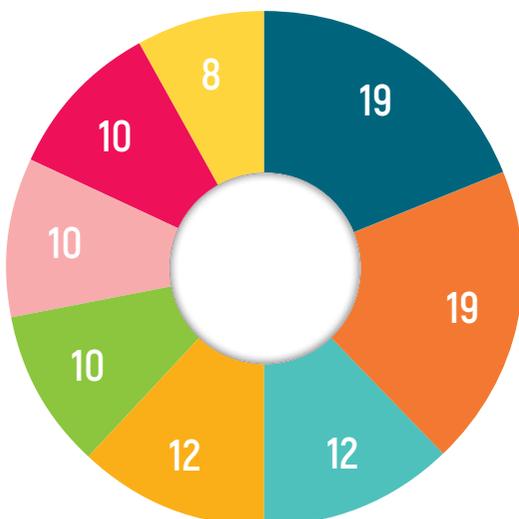
- APPUI/RENFORCEMENT DES ONG
- ANALYSES ET PLAIDOYER
- FONCTIONNEMENT
- TRANSVERSALISATION DU GENRE
- COMMUNICATION
- VIE ASSOCIATIVE
- OBSERVATOIRE

APPUI ET RENFORCEMENT DES ONG EN %



- ACCOMPAGNEMENT FRIO
- FORMATIONS
- ECHANGES ENTRE PAIRS
- AUTRES

ANALYSES ET PLAIDOYER EN %



- PLAIDOYER SYNDICAL
- AUTRES
- FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
- POLITIQUES EUROPÉENNES
- HUMANITAIRE
- ÉLECTIONS 2017
- ODD
- MIGRATIONS

COMPTE EMPLOIS RESSOURCES

EMPLOIS	COORDINATION SUD AVEC FRIO		FIP		TOTAL GÉNÉRAL	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Subventions accordées	295 774,00 €	432 174,53 €	40 199,00 €	469 280,94 €	335 973,00 €	901 455,47 €
Dépenses d'activités	420 172,00 €	413 886,31 €	89 191,00 €	7 200,00 €	509 363,00 €	421 086,31 €
Salaires charges et accessoires de salaires	710 290,00	828 917,90 €	159 648,00 €		869 938,00 €	828 917,90 €
Frais généraux	121 717,00 €	126 036,88 €			121 717,00 €	126 036,88 €
Engagements à réaliser sur ressources affectées	112 622,00 €	119 073,63 €	157 699,00 €	237 248,57 €	270 321,00 €	356 322,20 €
TOTAL EMPLOIS	1 660 575,00 €	1 920 089,25 €	446 737,00 €	713 729,51 €	2 107 312,00 €	2 633 818,76 €

RESSOURCES	COORDINATION SUD AVEC FRIO		FIP		TOTAL GÉNÉRAL	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Subventions publiques	1 243 353,00 €	1 425 834,75 €	423 396,00 €	565 460,00 €	1 666 749,00 €	1 991 294,75 €
Subventions privées	32 000,00 €	18 000,00 €	12 000,00 €		44 000,00 €	18 000,00 €
Cotisations des membres	236 665,00 €	242 022,00 €			236 665,00 €	242 022,00 €
Autres ressources	111 862,00 €	121 058,07 €			111 862,00 €	121 058,07 €
Report des ressources des exercices antérieurs	52 746,00 €	116 367,21 €	34 240,00 €	153 954,23 €	86 986,00 €	270 321,44 €
TOTAL RESSOURCES	1 676 626,00 €	1 923 282,03 €	469 636,00 €	719 414,23 €	2 146 262,00 €	2 642 696,26 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE					38 950,00 €	8 877,50 €

BILAN

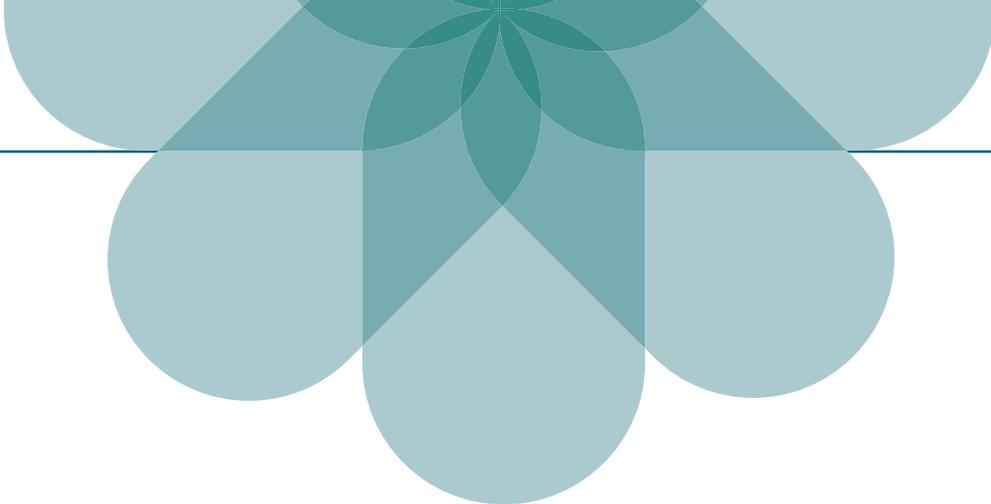
ACTIF		2017 NET	2016 NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Concessions, brevets et droits similaires			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Autres immobilisations corporelles		25 765 €	32 754 €
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Autres titres immobilisés		763 €	763 €
Autres immobilisations financières		25 433 €	25 433 €
ACTIF IMMOBILISÉ	TOTAL 1	51 961 €	58 950 €
Comptes de liaisons	TOTAL 2		
STOCKS ET EN COURS			
CRÉANCES			
Créances usagers et comptes rattachés		15 459 €	23 759 €
Autres créances (bailleurs à recevoir, et subv.UE FIP)		6 016 144 €	4 815 377 €
Valeurs mobilières de placement		0 €	467 202 €
Disponibilités		809 149 €	285 509 €
Charges constatées d'avance		125 193 €	150 938 €
ACTIF CIRCULANT	TOTAL 3	6 965 945 €	5 742 785 €
TOTAL GÉNÉRAL		7 017 906 €	5 801 735 €

PASSIF		2017 NET	2016 NET
FONDS PROPRES			
Autres réserves		15 000 €	
Report à nouveau		165 740 €	141 791 €
Autres immobilisations corporelles		25 765 €	32 754 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		8 878 €	38 949 €
FONDS ASSOCIATIFS	TOTAL 1	189 618 €	180 740 €
Comptes de liaisons	TOTAL 2		
Provisions pour risques		24 008 €	24 008 €
Fonds dédiés sur autres ressources		356 322 €	270 321 €
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	TOTAL 3	380 330 €	294 329 €
Emprunts et dettes financières auprès d'établissements de crédits		0 €	7 968 €
Emprunts et dettes financières divers		6 744 €	6 744 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		68 239 €	70 941 €
Dettes fiscales et sociales		106 832 €	132 132 €
Autres dettes		396 605 €	346 933 €
Produits constatés d'avance (subventions obtenues, pour années à venir)		5 869 538 €	4 761 947 €
	TOTAL 4	6 447 958 €	5 326 665 €
TOTAL GÉNÉRAL		7 017 906 €	5 801 734 €

COMPTES DE RÉSULTAT

	2017	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production vendue de biens et services	117 164 €	109 541 €
Subventions d'exploitation	2 012 374 €	1 710 749 €
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	193 107 €	176 906 €
Cotisations	242 022 €	236 565 €
Autres produits	23 €	4 €
TOTAL 1	2 564 690 €	2 233 765 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	21 498 €	15 998 €
Autres achats et charges externes	728 154 €	773 368 €
Impôts, taxes et versements assimilés	37 682 €	38 201 €
Salaires et traitements	528 713 €	553 159 €
Charges sociales	265 602 €	278 578 €
Dotations aux amortissements sur immobilisations	6 989 €	8 403 €
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Subventions accordées par l'association	901 455 €	351 690 €
Autres charges	1 481 €	6 613 €
TOTAL 2	2 491 574 €	2 026 010 €
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	73 116 €	207 755 €
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	586 €	318 €
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 5	586 €	318 €
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		3 000 €
Différences négatives de change		214 €
TOTAL 6	0 €	3 214 €
RÉSULTAT FINANCIER	586 €	-2 896 €
RÉSULTAT COURANT	73 702 €	204 859 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	21 577 €	17 815 €
TOTAL 7	21 577 €	17 815 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	400 €	96 €
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		295 €
TOTAL 8	400 €	391 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	21 177 €	17 424 €
TOTAL DES PRODUITS	2 586 853 €	2 251 898 €
TOTAL DES CHARGES	2 491 974 €	2 029 615 €
SOLDE INTERMÉDIAIRE	94 879 €	222 283 €
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	270 321 €	86 987 €
Engagements à réaliser sur ressources affectées	356 322 €	270 321 €
RÉSULTAT	8 878 €	38 949 €

Les contributions bénévoles ne sont pas enregistrées en comptabilité mais font l'objet d'un suivi extra comptable.



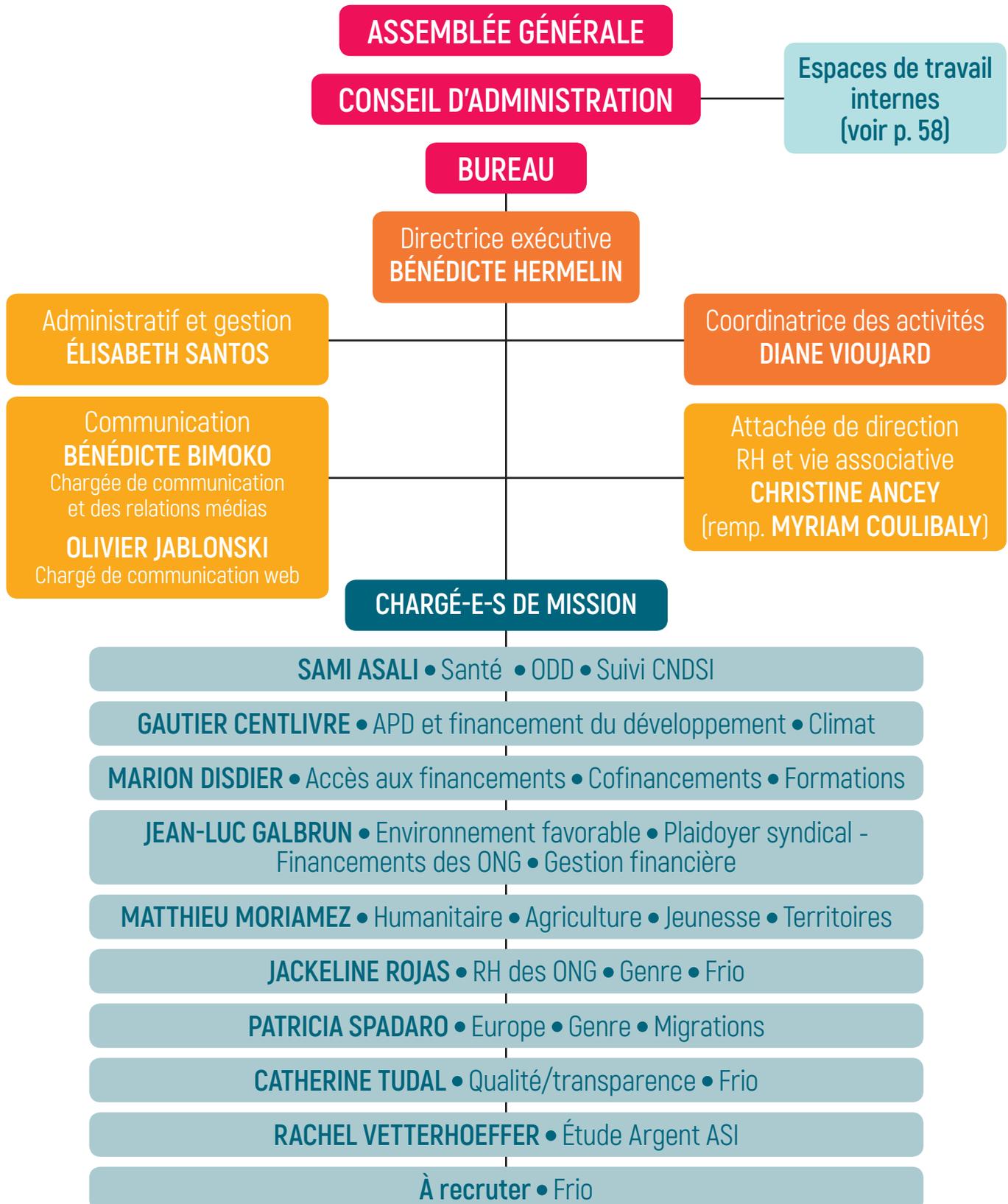
[4]

ANNEXES

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME

JANVIER 2018



Ont également participé aux activités du collectif en 2017 :

Anne Burtin, Karine Meaux, Karine Penrose-Théis, Tatiana Segla, (salarié-e-s) ; Marie Chausse, Allan Desgranges, Yousra Titouni, Quentin Winisdoerffer (stagiaires). Nous les remercions pour leur implication à nos côtés.

ANNEXE 2

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE COORDINATION SUD

JANVIER 2018

BUREAU

Philippe Jahshan	Solidarité Laïque	Président
Jean-Marc Boivin	Handicap International	Vice-président
Emilie Johann	Secours Catholique-Caritas France	Vice-présidente
Rachid Lahlou	Secours Islamique France	Vice-président
Vincent Pradier	Étudiants et développement	Secrétaire général
Emmanuel Poilane	Crid	Trésorier

AUTRES ADMINISTRATEURS.TRICES

Action Contre la Faim	●	Thomas Ribemont
Acting For Life	●	Marie Aarnink
Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)	●	Carline Mainenti
CCFD-Terre Solidaire	●	Bernard Pinaud
CLONG-Volontariat	●	Sébastien Radisson
Cnajep	●	Kelly Gène
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CDSI)	●	Anne-Françoise Taisne
Conseil des Béninois de France	●	Eliane Aissi Yehouessi
Coordination Humanitaire et Développement (CHD)	●	Alain Boinet
Forim	●	Khady Sakho Niang
GRDR	●	Arezki Harkouk
Groupe Initiatives	●	Olivier Bruyeron
Oxfam France	●	Claire Fehrenbach
Plateforme des associations franco-haitiennes	●	Mackendie Toupuissant
SOS Villages d'enfants	●	Gilles Paillard

ANNEXE 3

LISTE DES MEMBRES DE COORDINATION SUD

DÉCEMBRE 2017

ADHÉRENTS DIRECTS **36**

Action Contre la Faim
 Action Santé Mondiale
 Agrisud International
 Aide et Action
 Aides
 ASAH
 Actions de Solidarité Internationale (ASI)
 Bolivia Inti Sud Soleil (BISS)
 CARE France
 Commerce Équitable France
 Comité Français pour la
 Solidarité Internationale (CFSI)
 CIDR
 Développer Former Informer (Défi)
 Électriciens sans frontières
 Entraide Médicale Internationale (EMI)
 Équilibres & Populations
 Étudiants et Développement
 Habitat-Cité
 Institut Belleville
 Inter Aide
 L'Appel
 Medair
 Médecins du Monde

Organisation panafricaine de lutte
 pour la santé (Opals)

Partage

Planète Enfants

Prisonniers Sans Frontières

Samusocial International

Santé Sud

Sherpa

Sidaction

Solidarité Laïque

Solidarité Sida

Solidarité Thérapeutique et Initiatives
 pour la Santé (Solthis)

Touiza Solidarité

Union nationale des maisons familiales
 rurales d'éducation et d'orientation
 (Unmfreo)

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFO POUR LE DÉVELOPPEMENT **28** (CRID)

Association 4D

ActionAid France - Peuples Solidaires

AGIRabcd

Agter

Aide Odontologique Internationale (AOI)

Association 4D
 Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI)
 Communication pour le développement (C4D)
 CCFD-Terre Solidaire
 Eau Vive
 Fédération Artisans du Monde
 Fondation Abbé Pierre
 France Libertés
 Frères des Hommes
 Ingénieurs sans frontières
 Madera
 Max Havelaar France
 Organisation pour la prévention de la cécité (OPC)
 Oxfam France
 ReMed
 Réseau foi et Justice Afrique-Europe
 Ritimo
 Secours Catholique-Caritas France
 Secours Islamique France
 Secours Populaire Français
 SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires
 Terre des hommes France

CLONG-VOLONTARIAT 13

Asmae - Association Sœur Emmanuelle
 ATD Quart Monde France
 Coopération et Formation au Développement (Cefode)
 Défap - Service Protestant de Missions

Délégation Catholique pour la Coopération (DCC)
 Envol Vert
 Fidesco - Organisation Catholique de Coopération Internationale
 France Volontaires
 Groupement des Educateurs sans Frontières (GREF)
 Handicap International Humanité et Inclusion
 Ifaid Aquitaine
 Service de Coopération au Développement (SCD)

COORDINATION HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT (CHD)

35

Agence d'aide à la Coopération technique et au Développement (ACTED)
 Acting For Life
 Aide Médicale et Développement
 Alima
 Antenna France
 Apiflordev
 Apprentis d'Auteuil
 Aviations Sans Frontières
 CartONG
 Chirurgie Solidaire
 Djantoli
 Ecpat France
 Enfants Sans Frontières
 Entrepreneurs du Monde
 Ethnik.org
 Fert

Grandir Ensemble
 Hamap
 HumaniTerra International
 Institut Bioforce
 Institut Européen de Coopération
 et de Développement (IECD)
 Ircom
 Kinésithérapeutes du monde
 La Chaîne de l'Espoir
 La Guilde Européenne du Raid
 La Voûte Nubienne
 Ordre de Malte France
 Première Urgence Internationale (PUI)
 Résonances Humanitaires
 Sipar
 Solidarités International
 SOS Villages d'Enfants
 Triangle Génération Humanitaire
 Vision du Monde

CNAJEP 8

Alliance Nationale des YMCA France
 Eclaireurs et Eclaireuses de France (EEF)
 Eclaireuses et éclaireurs unionistes
 de France (EEUDF)
 Fédération Française des Maisons
 des Jeunes et de la Culture
 Fédération Léo Lagrange
 Les Céméa
 Scouts et Guides de France

FORUM DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS FORIM

23

Association des Jeunes Guinéens
 de France (AJGF)
 Association des marocains de France (AMF)
 Collectif des Associations Ghanéennes
 de France (CAGHEF)
 Coordination des Associations Guinéennes
 de France (CAGF)
 Conseil des Béninois de France (CBF)
 Cosim Aquitaine (Collectif des
 organisations de solidarité internationale
 issues des migrations)
 Cosim Auvergne-Rhône-Alpes
 Cosim Bretagne
 Cosim Occitanie-Pyrénées
 Cosim Occitanie-Méditerranée
 Cosim Provence-Alpes-Côte d'Azur
 Comité de Suivi du Symposium
 des Sénégalais de l'Extérieur (CSSSE)
 Femmes et contributions
 au développement (Fecodev)
 Haut Conseil des Maliens de France (HCMF)
 Migrations et Développement
 Organisation des femmes africaines
 de la diaspora (OFAD)
 Plateforme des associations
 congolaises de France (Pacof)
 Plateforme des associations
 franco-haïtiennes (Pafha)
 Réseau des Associations
 Mauritaniennes en Europe (RAME)

RéCoSol France Europe Afrique
 Union des associations burkinabés
 de France (UABF)
 Union des femmes comoriennes
 de France (UFCF)

GROUPE INITIATIVES 11

Apdra Pisciculture Paysanne
 Agronomes et Vétérinaires
 sans Frontières (AVSF)
 Ciedel
 Essor
 Groupe Énergies Renouvelables,
 Environnement et Solidarités (GERES)
 Gevalor
 GRDR Migration-Citoyenneté-
 Développement
 Gret - Professionnels
 du développement solidaire
 Initiative Développement
 Institut de Recherches et d'Applications
 des Méthodes de Développement (Iram)

MEMBRES ASSOCIÉS 12

ADER-RIED
 Consultants Sans Frontières
 Ensemble Contre la Peine de Mort
 Experts-Solidaires
 Fondation Energies pour le Monde
 Fondation GoodPlanet
 Fondation WWF France
 Initiatives et Changement

Institut de Relations Internationales
 et Stratégiques (IRIS)
 Plan International France
 Réseau Euromed France
 Transparency International France



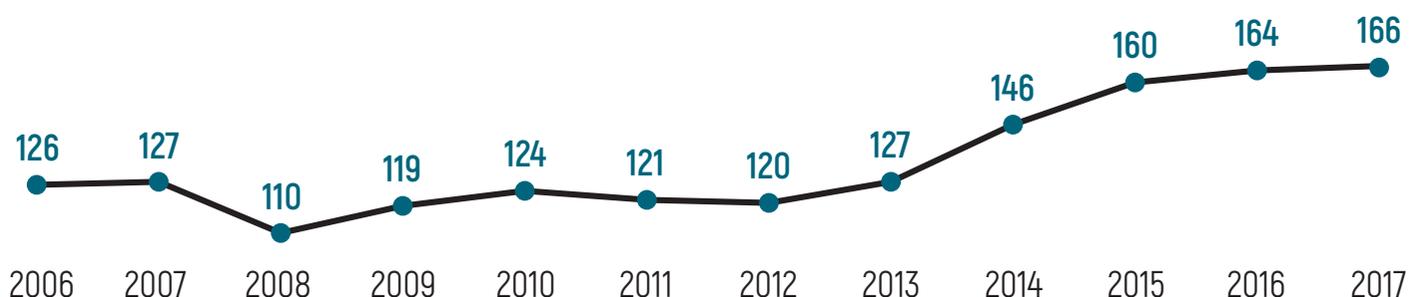
166
MEMBRES

ANNEXE 4

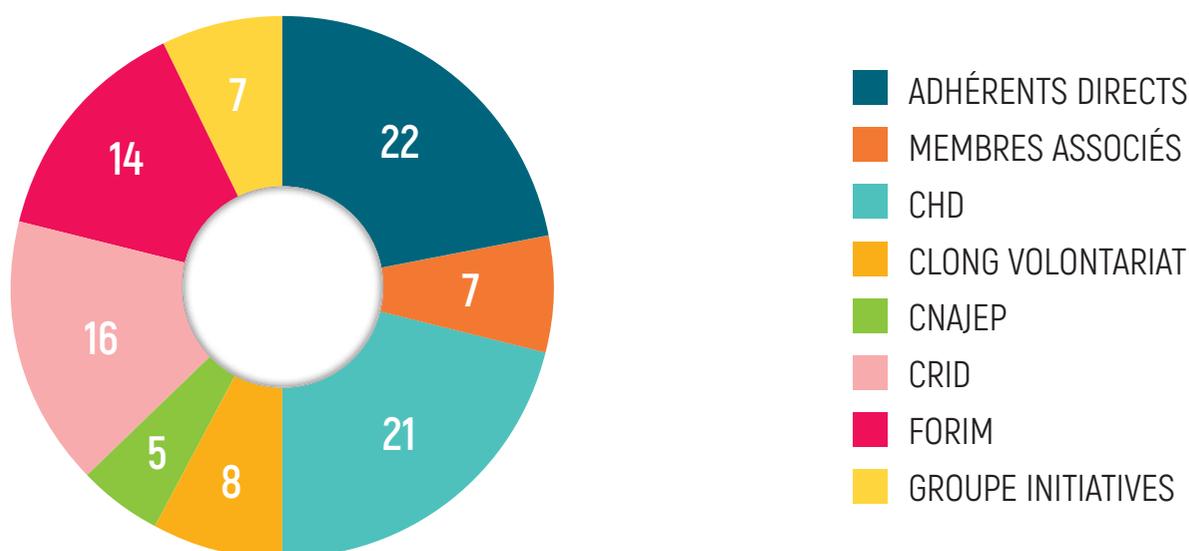
LES MEMBRES DE COORDINATION SUD

EN CHIFFRES

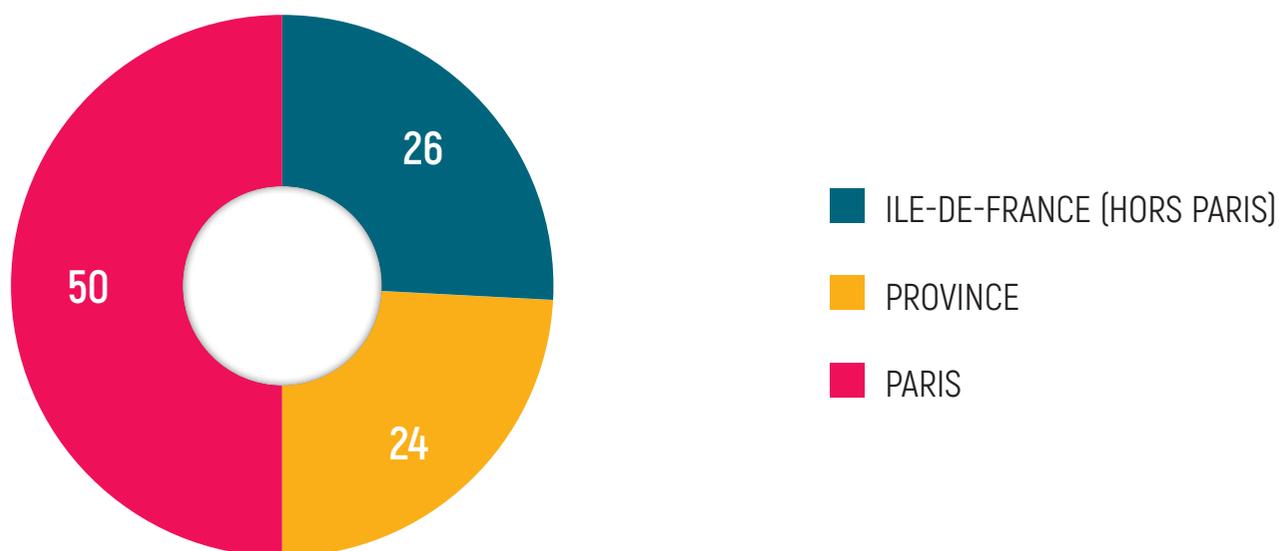
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MEMBRES DE COORDINATION SUD 2006/2017



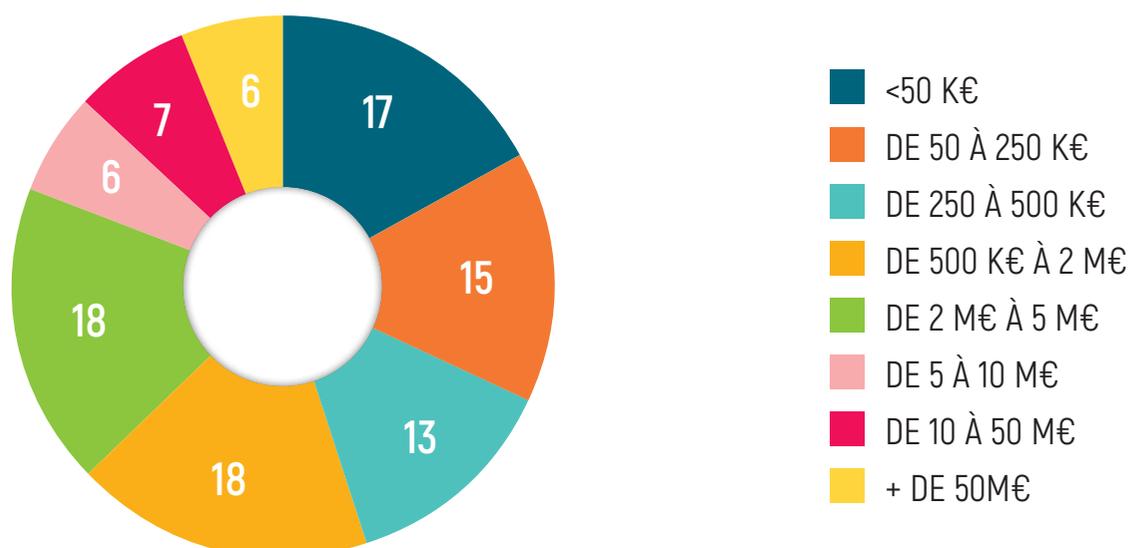
RÉPARTITION DES MEMBRES PAR CATÉGORIE EN %



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES MEMBRES PAR SIÈGE EN %



RÉPARTITION DES MEMBRES PAR CATÉGORIE BUDGÉTAIRE EN %



ANNEXE 5

ESPACES COLLECTIFS INTERNES DE COORDINATION SUD

JANVIER 2018

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL PERMANENTS

Objectif : animer les échanges de pratiques, promouvoir les analyses et expertises et favoriser la concertation et l'élaboration de positions communes.

① COMMISSION DES ADHÉSIONS

La commission des Adhésions est une commission permanente qui a pour objet d'étudier l'éligibilité des demandes d'adhésion à Coordination SUD. Cette étude, approfondie pour les adhésions directes, est plus rapide pour les adhésions *via* collectif, vérifiant juste la conformité aux critères principaux. C'est sur la base de cette analyse qu'un avis est émis par la commission. Puis, la candidature est soumise à l'approbation du Conseil d'administration. L'adhésion *via* collectif est simplement entérinée par le Conseil d'administration.

RÉFÉRENTE CA

Eliane Aissi Yehouessi (Conseil des Béninois de France).

SECRETARIAT

Christine Ancey (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Acting For Life, Conseil des Béninois de France, Forim, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Secours Islamique France.

② COMMISSION AGRICULTURE ET ALIMENTATION (C2A)

La C2A regroupe une vingtaine d'organisations et a pour objectif le renforcement du droit à l'alimentation, de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire des populations des pays du Sud. Les membres de la C2A mènent des actions de plaidoyer afin d'inciter les politiques à accroître leur soutien à l'agriculture familiale et paysanne ainsi qu'à l'agroécologie. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ coordonner les travaux réalisés par ses participant.e.s ;
- ▶ assurer une concertation entre membres ;
- ▶ porter ses positions et travaux auprès des acteurs sociaux et des décideurs.euses politiques nationaux et internationaux (GISA, CSA de la FAO, Union européenne).

CHEF DE FILE/RÉFÉRENT CA

Sébastien Chailleux (ActionAid France-Peuples Solidaires)/Bernard Pinaud (CCFD-Terre solidaire).

SECRETARIAT

Matthieu Moriamez (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Acting For Life, ActionAid France-Peuples Solidaires, Action Contre la Faim, Agter, AVSF, CARI, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, Commerce Équitable France, Fédération Artisans du Monde, Gret, Ingénieurs sans Frontières, Madera, Oxfam France, Première Urgence Internationale, Réseau foi et Justice Afrique-Europe, Secours Catholique-Caritas France, SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires, Unmfreo.

LISTE DES INVITÉS

Coalition Eau.

③ COMMISSION AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

La commission APD et financement du développement rassemble les ONG membres qui travaillent sur les questions liées au processus de négociation sur le financement du développement et sur l'aide publique au développement et aux financements innovants du développement.

Son objectif général est de construire des positions collectives de plaidoyer sur le financement du développement et de coordonner le plaidoyer sur l'aide publique au développement. Ses objectifs spécifiques sont les suivants :

- ▶ construire une analyse commune et animer le travail de plaidoyer ;
- ▶ promouvoir des propositions concrètes auprès des parlementaires, des ministères et des administrations ;
- ▶ contribuer aux réflexions sur les nouveaux enjeux du financement du développement français, européens et internationaux.

La commission participe à plusieurs réseaux européens et internationaux (Concord, Reality of Aid, etc.) et recherche des complémentarités et synergies avec des plateformes thématiques existantes (Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires, Plateforme Dette et Développement, Forum citoyen pour la RSE).

CHEF DE FILE/RÉFÉRENTE CA Grégoire Niaudet (Secours Catholique-Caritas France)/Claire Fehrenbach (Oxfam France).

SECRÉTARIAT Gautier Centlivre (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES 4D, ACTED, Action Contre la Faim, Action Santé Mondiale, Aide et Action, Aides, ATD-Quart Monde France, CARE France, CARI, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, Eau vive, Électriciens sans frontières, Équilibres & populations, Étudiants et Développement, Forim, France Volontaires, GERES, Gret, Groupe Initiatives, Handicap International - Humanité & Inclusion, La Guilde européenne du Raid, La Voûte Nubienne, Médecins du Monde, Oxfam France, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Laïque, Solidarité Sida, SOS Villages d'Enfants, Terre des hommes, WWF France.

LISTE DES INVITÉS Coalition Eau, Coalition Éducation, ONE en France.

④ COMMISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT

La commission Climat et développement regroupe des membres de Coordination SUD et des partenaires qui travaillent sur le lien entre les enjeux climatiques et le développement. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ production, valorisation et échanges de savoirs collectifs sur les enjeux et pratiques liés au climat et au développement ;
- ▶ plaidoyer et dialogue avec les pouvoirs publics français sur les enjeux de climat et de développement ;
- ▶ coordination, animation et valorisation des activités de la commission Climat et développement.

CHEF DE FILE/RÉFÉRENTE CA Camille André (GERES)/Carline Mainenti (AVSF).

SECRÉTARIAT Gautier Centlivre (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES 4D, Acting For Life, ActionAid France-Peuples Solidaires, Action Contre la Faim, Agrisud International, ATD-Quart Monde France, AVSF, Bolivia Inti Sud Soleil, CARE France, CARI, CCFD-Terre Solidaire, Électriciens Sans Frontières, Entrepreneurs du Monde, Fondation Énergies pour le Monde, Fondation GoodPlanet, France Libertés, France Volontaires, GERES, Gevalor, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Handicap International - Humanité & Inclusion, Initiative Développement, Iram, la Voûte Nubienne, Médecins du Monde, Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarités International, WWF France.

LISTE DES INVITÉS Coalition Eau, Croix Rouge Française, RAC-France.

⑤ COMMISSION EUROPE

La commission Europe rassemble des représentant.e.s de différentes commissions de travail de Coordination SUD et des membres présent.e.s dans les groupes de travail de Concord.

Elle est un espace collectif de suivi de la politique européenne de développement, d'échange d'information et de coordination des activités et de représentation de Coordination SUD auprès de Concord, la plateforme européenne des ONG de développement et d'aide humanitaire. Elle assure également le lien avec les pouvoirs publics et décideurs.euses politiques français concernés par ces sujets.

CHEFFE DE FILE/RÉFÉRENT CA Katarzyna Lemanska (Action Santé Mondiale)/Jean-Marc Boivin (Handicap International - Humanité & Inclusion).

SECRÉTARIAT Patricia Spadaro (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES Action Contre la Faim, Action Santé Mondiale, ATD Quart-Monde France, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, Coordination Humanitaire et Développement, CLONG-Volontariat, Eau Vive, Forim, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Groupe Initiatives, Habitat-Cité, Handicap International - Humanité & Inclusion, Médecins du Monde, Oxfam France, Plan International France, Réseau Euromed France, Terre des Hommes France, WWF France.

LISTE DES INVITÉS Coalition Eau, Éducasol, ONE en France.

⑥ COMMISSION FINANCEMENT ET RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL (COFRI)

La Cofri a pour objectif d'animer et coordonner l'élaboration de propositions d'amélioration des conditions d'existence et de fonctionnement des organisations de solidarité internationale, notamment dans les domaines de l'accès aux financements français et du renforcement institutionnel des organisations.

En 2017, les membres du groupe de travail AFD ont continué à se mobiliser sur différents sujets tels que le plaidoyer en faveur d'une augmentation des financements publics des ONG et la concertation autour du nouveau CIT-OSC de l'AFD.

GRUPE DE TRAVAIL AFD

Il suit les dispositifs de financement de l'AFD accessibles aux ONG (dispositif I-ONG, Fisong, facilité vulnérabilités, etc.). Il se concentre sur l'évolution des outils et des procédures de contractualisation entre l'AFD et les ONG et l'évolution des crédits publics français transitant par les ONG.

CHEF DE FILE/RÉFÉRENTE CA Frédéric Apollin (AVSF)/Anne-Françoise Taisne (CFSI).

SECRÉTARIAT Jean-Luc Galbrun (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES Action Contre la Faim, Aide et action, Apprentis d'Auteuil, AVSF, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, Coordination Humanitaire et Développement, CIDR, Défi, Eau Vive, Étudiants et Développement, Fert, Forim, Frères des Hommes, GERES, Gevalor, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Groupe Initiatives, Guilde Européenne du Raid, Handicap International - Humanité & Inclusion, IECD, Inter Aide, Iram, Max Havelaar, Médecins du Monde, Oxfam France, Plan International France, Secours Catholique-Caritas France, Secours Populaire Français, Solidarité Laïque, Solthis, SOS Villages d'Enfants, WWF France.

LISTE DES INVITÉS Éducasol.

⑦ COMMISSION GENRE ET DÉVELOPPEMENT

La commission Genre et développement regroupe des organisations soucieuses de la promotion du genre et de l'égalité femmes-hommes dans leurs organisations et leurs projets et de sa prise en compte par les politiques publiques. Cette commission œuvre autour de trois objectifs :

- ▶ faciliter les échanges de pratiques et d'expériences sur l'intégration de l'approche genre dans les projets et dans les pratiques institutionnelles des ONG françaises ;
- ▶ contribuer à une meilleure prise en compte du genre par les ONG françaises de solidarité internationale à travers la sensibilisation, la formation, le renforcement des capacités ;
- ▶ proposer et conduire des actions de plaidoyer pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement de la coopération française et dans les campagnes d'opinion menées par les ONG françaises.

CHEF DE FILE/RÉFÉRENTE CA	Nicolas Rainaud (Équilibres & Populations)/Adeline Mazier (Forim) puis Vincent Pradier (Étudiants et Développement).
SECRÉTARIAT	Patricia Spadaro (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	ActionAid France-Peuples solidaires, AVSF, CARE France, CCFD-Terre solidaire, Équilibres & Populations, Forim, Gref, Gret, Handicap International – Humanité & Inclusion, Médecins du Monde, Plan International France, Solidarité Laïque, Terre des Hommes France.
LISTE DES INVITÉS	F3E, WECF, Plateforme ELSA.

⑧ COMMISSION HUMANITAIRE

La commission Humanitaire rassemble les ONG membres ayant une activité significative en matière d'aide d'urgence (catastrophes naturelles et conflits) et d'actions dans des contextes de crises et de post-crisis, crises oubliées. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ élaborer des positions collectives sur les politiques et les réformes institutionnelles des dispositifs d'aide français, européens et internationaux, *via* des échanges de positions et d'informations sur différents sujets de plaidoyer en lien avec les plateformes européennes et internationales ;
- ▶ développer la réflexion collective sur des questions de fond concernant l'aide humanitaire, notamment toute l'évolution du système humanitaire mondial dans le cadre des suites données au Sommet humanitaire mondial ;
- ▶ suivre les enjeux et débats autour de la qualité, de l'efficacité et de la « redevabilité » des actions humanitaires ;
- ▶ échanger sur les crises en cours et définir éventuellement des actions collectives de plaidoyer.

CHEFFE DE FILE/RÉFÉRENTE CA	Pauline Chetcuti (Action contre la Faim)/Alain Boinet (Coordination Humanitaire et Développement).
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	ACTED, Action contre la Faim, Alima, ATD Quart Monde France, CARE France, CartONG, Coordination Humanitaire et Développement, CIDR, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Handicap International - Humanité & Inclusion, Institut Bioforce, la Chaîne de l'Espoir, Medair, Médecins du Monde, Oxfam France, Plan International France, Première Urgence Internationale, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Solidarités International, SOS Villages d'Enfants, Triangle Génération Humanitaire.
LISTE DES INVITÉS	Crisis Action, Croix-Rouge française, Groupe URD, Médecins Sans Frontières.

⑨ COMMISSION JEUNESSE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La commission Jeunesse et solidarité internationale a été créée en octobre 2016 suite à un atelier d'échange ayant rassemblé des ONG spécialisées dans les domaines du développement international et de l'humanitaire, d'une part et des organisations de jeunesse intégrant une dimension internationale d'autre part. Cette commission a pour objectif de favoriser les échanges de pratiques et d'outils, de développer et de produire des éléments d'analyse communs, de renforcer le plaidoyer de Coordination SUD sur la dimension jeunesse et solidarité internationale au niveau national/européen et enfin de créer un espace d'échanges sur les questions d'actualité.

CHEF DE FILE/RÉFÉRENT CA	Guilhem Arnal (Solidarité Laïque)/Kelly Gene (Cnajep).
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Action Contre la Faim, Aide et action, Alliance Nationale des YMCA France, Apprentis d'Auteuil, ATD Quart Monde France, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, CLONG-Volontariat, Cnajep, CRID, Ensemble Contre la Peine de Mort, Étudiants et Développement, Équilibres & Populations, Fédération Léo Lagrange, Forim, France Volontaires, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la Guilde Européenne du Raid, Ingénieurs sans Frontières, Migrations et Développement, Plan International France, SCD, Scouts et Guides de France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants, Unmfreo.
LISTE DES INVITÉS	Éducasol.

⑩ COMMISSION MIGRATIONS

La commission Migrations de Coordination SUD a été créée en janvier 2017 et regroupe des organisations membres de Coordination SUD travaillant sur les migrations. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ favoriser une compréhension commune des enjeux migratoires au sein de Coordination SUD ;
- ▶ consolider la place des organisations françaises dans le réseau de la société civile européenne sur les questions migratoires ;
- ▶ suivre et influencer la politique française en matière migratoire – à travers des alliances avec des organisations de la société civile actives au niveau national – et la position française dans les négociations européennes et internationales ;
- ▶ suivre et influencer la politique européenne en matière migratoire ainsi que la gouvernance mondiale des migrations ;
- ▶ favoriser un dialogue et une compréhension commune des enjeux migratoires avec les sociétés du Sud.

CHEF DE FILE/RÉFÉRENTE CA	Olivier Le Masson (GRDR Migration-Citoyenneté-Développement)/Khady Sakho Niang (Forim).
SECRÉTARIAT	Patricia Spadaro (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Action Contre la Faim, Aide et Action, ATD-Quart Monde France, CARE France, CRID, Étudiants et Développement, Forim, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Médecins du Monde, Migrations et Développement, Réseau Euromed France, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Solidarité Laïque.
LISTE DES INVITÉS	ONE en France.

⑪ COMMISSION OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

À l'occasion de l'Assemblée plénière de Coordination SUD du 1^{er} avril 2016, les ONG membres ont clairement fait ressortir le suivi et la mise en œuvre des ODD comme l'une des priorités stratégiques de plaider pour les années 2017-2022. La commission ODD a été créée en 2016, fusionnée avec la commission Cohérence des politiques pour le développement (CPD) en 2017 et ses objectifs sont les suivants :

- ▶ rendre visible et pérenniser la place de la société civile française dans la mesure et le contrôle de la prise en compte des ODD dans la politique de développement durable et de solidarité internationale de la France ;
- ▶ veiller à l'intégration des ODD et de l'impératif de cohérence des politiques qu'ils impliquent dans les stratégies, approches et politiques publiques françaises relatives à la solidarité internationale et au développement durable, qu'elles soient sectorielles ou transversales ;
- ▶ permettre aux membres et partenaires de Coordination SUD de partager des analyses et leur expertise sur les évolutions en cours en matière de suivi, de prise en compte et de mise en œuvre des ODD afin de proposer des recommandations et de traduire l'universalité des ODD dans les cadres stratégiques et dans les actions ;
- ▶ élaborer les positions de Coordination SUD sur le suivi et la mise en œuvre des ODD, la cohérence des politiques pour le développement et leur prise en compte dans la politique de développement et de solidarité internationale française.

RÉFÉRENTE CA	Émilie Johann (Secours Catholique-Caritas France).
SECRÉTARIAT	Sami Asali (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	4D, ACTED, ActionAid France-Peuples Solidaires, ATD-Quart Monde France, CARE France, CFSI, CIDR, Consultants Sans Frontières, Coordination Humanitaire et Développement, Cosim Occitanie-Pyrénées, CRID, Éclaireuses et Éclaireurs de France, Forim, France Volontaires, GERES, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Institut Belleville, ReMeD, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Sidaction, Solidarité Laïque, Solthis, Un Enfant par la Main, SOS Villages d'Enfants, WWF France.
LISTE DES INVITÉS	Coalition Eau.

⑫ COMMISSION SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La commission Santé et développement regroupe une trentaine d'ONG intervenant sur les enjeux de santé mondiale, qu'elles soient spécialisées ou plus généralistes. Ses objectifs généraux sont les suivants :

- ▶ favoriser l'échange d'expériences et les discussions sur les pratiques entre les membres de la commission ;
- ▶ construire des positions collectives sur les enjeux liés à la santé dans les pays en développement.

Trois groupes de travail spécifiques sont actifs : santé sexuelle et reproductive, renforcement des systèmes de santé, santé mobile (m-santé).

CHEF DE FILE/RÉFÉRENTE CA	Louis Pizarro (Solthis)/Thomas Ribémont (Action contre la Faim).
SECRÉTARIAT	Sami Asali (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Action contre la Faim, Aide médicale et développement, Aides, Action santé mondiale, CIDR, Conseil des Béninois de France, Djantoli, Entraide médicale internationale, Équilibres & populations, Gret, IECD, Initiative Développement, Inter Aide, Kinés du Monde, Médecins du Monde, Ordre de Malte France, Oxfam France, Plan International France, Première Urgence Internationale, ReMeD, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, Santé Sud, Sidaction, Solidarité Sida, Solthis.
LISTE DES INVITÉS	ONE en France, Plateforme ELSA.

⑬ GROUPE DE TRAVAIL QUALITÉ, TRANSPARENCE ET EFFICACITÉ

Le groupe Qualité, transparence et efficacité a pour objectif d'offrir aux membres de Coordination SUD un espace de discussion collectif afin de :

- ▶ favoriser le partage et l'échange d'expériences dans les domaines de la qualité ;
- ▶ favoriser la diffusion d'information et la vulgarisation sur les pratiques et les démarches qualité dans le secteur de la solidarité internationale ;
- ▶ mobiliser le collectif sur la thématique de la transparence des ONG de solidarité internationale et valoriser les outils et initiatives prises au niveau de Coordination SUD et au-delà ;
- ▶ suivre, participer et relayer les débats sur l'efficacité de la contribution des ONG au développement.

RÉFÉRENT CA

Gilles Paillard (SOS Villages d'Enfants).

SECRÉTARIAT

Catherine Tudal (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

ACTED, Action Contre la Faim, Asmae - Association Sœur Emmanuelle, ATD-Quart Monde France, CARE France, CFSI, Etudiants et développement, Fert, Forim, France Volontaires, Handicap International - Humanité & Inclusion, Initiative Développement, Inter Aide, l'Appel, la Chaîne de l'Espoir, Médecins du Monde, Secours Catholique-Caritas France, Solidarités International, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants.

LISTE DES INVITÉS

F3E, AFDI-OPA.

LES GROUPES DE TRAVAIL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objectif : mener des analyses et formuler des recommandations à l'intention du Conseil d'administration pour l'aider dans sa prise de décision sur des sujets liés la gouvernance de Coordination SUD ou à des orientations stratégiques majeures.

① ÉLECTIONS

Le groupe de travail *ad hoc* a été mandaté par le Conseil d'administration afin d'assurer le pilotage de la campagne pour les élections présidentielle et législatives de 2017.

CHEF DE FILE/RÉFÉRENT CA Philippe Jahshan (Coordination SUD).

SECRÉTARIAT Gautier Centlivre (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES Action Contre la Faim, Action Santé Mondiale, AVSF, CARE France, CRID, Étudiants et Développement, Forim, Handicap International - Humanité & Inclusion, Médecins du Monde, Oxfam France, Secours catholique-Caritas France, Solidarité Sida.

② STRATÉGIE TERRITORIALE

La planification stratégique 2017-2022 prévoit que Coordination SUD développe son lien aux territoires en France, en lien notamment avec le CRID, les collectifs associatifs régionaux de solidarité internationale, les Mouvements associatifs régionaux et tous les autres acteurs et actrices pertinents pour valoriser la solidarité internationale et l'action des ONG. Un comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en place de cette stratégie territoriale a été constitué. Il s'agit d'améliorer la prise en compte par Coordination SUD des acteurs et actrices en région et de renforcer leurs capacités, autour de quatre objectifs :

- ▶ politique : développer la reconnaissance des acteurs de solidarité internationale et créer des espaces d'échanges pour converger en régions ;
- ▶ financement : faire converger les informations et faciliter l'accès aux fonds nationaux et européens pour les acteurs et actrices locaux ;
- ▶ structuration : renforcer la circulation de l'information et la connaissance des actions des un.e.s et des autres ;
- ▶ administratif : valoriser les compétences et les connaissances des acteurs et actrices en territoire en la matière.

SECRÉTARIAT Matthieu Moriamez (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES AVSF, CCFD-Terre Solidaire, Cnajep, CRID, Étudiants et Développement, Forim, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement.

LES CLUBS MÉTIERS

Objectif : promouvoir les échanges de pratiques sur des problématiques techniques ou métiers. En 2016, quatre clubs métiers sont opérationnels : Ressources humaines, Communication, Gestion financière et Cofinancements.

① CLUB MÉTIER COFINANCEMENTS

Le club métier Cofinancements vise à renforcer les capacités des membres en matière de pilotage/gestion des dossiers de cofinancements, *via* la veille et l'échange sur les pratiques mises en place par les membres.

SECRÉTARIAT

Marion Disdier (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Action Contre la Faim, ActionAid France-Peuples Solidaires, Acting For Life, Aide et Action, Alliance Nationale des YMCA France, Apprentis d'Auteuil, Asmae - Association Sœur Emmanuelle, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, la Chaîne de l'Espoir, Eau Vive, Ecpat, Ensemble Contre la Peine de Mort, Énergies pour le Monde, Un Enfant par la Main, Entrepreneurs du Monde, Étudiants et développement, Gevalor, Groupe Initiatives, Handicap International - Humanité & Inclusion, Initiative Développement, Inter Aide, Iram, Madera, Max Havelaar France, Migrations et Développement, Médecins du Monde, Oxfam France, Partage, Plan International France, Première Urgence International, Réseau Euromed France, Secours Populaire Français, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants, La Voûte Nubienne, WWF France.

② CLUB MÉTIER COMMUNICATION

Le club métier Communication réunit des chargé-e-s de communication des associations membres. Son objectif est de faciliter l'échange de pratiques, d'informations et la mutualisation d'outils sur la communication au sein des ONG. Le club métier est notamment structuré autour d'une *mailing list* des chargés de communication des organisations membres parmi d'autres actions, des sessions d'information, de formation, de débat et de mise en réseau sont organisées à destination des responsables et chargé-e-s de communication.

SECRÉTARIAT

Bénédicte Bimoko et Olivier Jablonski (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Chargé-e-s et responsables de communication des associations membres.

③ CLUB MÉTIER GESTION FINANCIÈRE

Le club métier Gestion financière réunit des responsables administratifs et financiers qui souhaitent échanger sur leurs pratiques. Trois sous-groupes de travail ont été définis : un sur la recherche d'un outil de système d'information et de pilotage financier, un autre sur la problématique des coûts partagés et enfin le dernier sur l'accompagnement des partenaires sur le terrain.

SECRÉTARIAT

Jean-Luc Galbrun (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

ACTED, Acting For Life, Action Contre la Faim, Alima, Asmae - Association Sœur Emmanuelle, AVSF, CARE France, CartONG, CCFD-Terre Solidaire, CIDR, CRID, DCC, Ensemble Contre la Peine de Mort, Étudiants et Développement, Élevage sans Frontières, Entraide Médicale Internationale, Équilibres & Populations, Fondation Énergies pour le Monde, GREF, Gret, Handicap International - Humanité & Inclusion, IECD, Initiative Développement, la Chaîne de l'Espoir, Médecins du Monde, Organisation pour la Prévention de la Cécité, Ordre de Malte France, Partage, Plan International France, Prisonniers Sans Frontières, Première Urgence Internationale, Secours Populaire Français, Sherpa, Solidarités International, Solthis, SOS Villages d'Enfants.

LISTE DES INVITÉS

Croix-Rouge Française, FIP.

④ CLUB MÉTIER RESSOURCES HUMAINES

Le club métier Ressources humaines ou groupe d'échanges sur les ressources humaines, est subdivisé en deux groupes en fonction de la taille des ONG (plus ou moins de cinquante ETP). Leur objectif est de faciliter l'échange de pratiques entre responsables RH et la mutualisation d'outils afin d'améliorer la gestion des ressources humaines au sein des ONG.

SECRÉTARIAT

Jackeline Rojas (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Groupe 1 : ActionAid France-Peuples Solidaires, Asmae - Association Sœur Emmanuelle, AVSF, CCFD-Terre Solidaire, CRID, DCC, Ensemble Contre la Peine de Mort, Entrepreneurs du Monde, GERES, GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, IECD, Initiative Développement, Inter Aide, Oxfam France, Partage, Plan International France, Solthis.
Groupe 2 : Action contre la Faim, Gret, Handicap International - Humanité & Inclusion, Institut Bioforce, Médecins du Monde, Ordre de Malte, Première Urgence Internationale, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Solidarités International, Triangle Génération Humanitaire.

LISTE DES INVITÉS

Croix-Rouge Française.

LES INSTANCES DU FONDS DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL (FRIO)

Objectif : appuyer les ONG françaises dans leur démarche de professionnalisation *via* le cofinancement de prestations externes nécessaires à la démarche de renforcement engagée. Accroître les capacités organisationnelles et institutionnelles des ONG par la mutualisation et le partage des expériences issues des actions co-financées.

COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le comité de surveillance assure les fonctions d'orientation stratégique du fonds, de définition des règles de fonctionnement et de choix d'études d'intérêt général. Il nomme également les membres du comité de décision pour un mandat de deux ans.

RÉFÉRENT CA	Philippe Jahshan (président Coordination SUD).
SECRÉTARIAT	Jackeline Rojas, Catherine Tudal, Diane Vioujard (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Catherine Alvarez (Asmae - Association Sœur Emmanuelle), Marc Gratton (Électriciens Sans Frontières), Bénédicte Hermelin (Coordination SUD), Benoît-Xavier Loridon (Initiative Développement). Représentant du comité de décision : Charles-Emmanuel Ballanger (Aide et Action).
REPRÉSENTANTE DE L'AFD	Valérie Huguenin (responsable adjointe de la DPA/OSC).
REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	Pierre Raynaud (chef du Pôle société civile/Délégation pour les relations avec la société civile).

COMITÉ DE DÉCISION

Le comité de décision assure les fonctions d'examen et de sélection des actions de renforcement proposées par les ONG ainsi que du choix des thèmes de capitalisation pour le bénéfice du collectif. Il donne les autorisations d'engagements du fonds sur les dossiers retenus. Il examine les activités régulières du fonds et en rend compte au comité de surveillance.

REPRÉSENTANT AUPRÈS DU COMITÉ DE SURVEILLANCE	Charles-Emmanuel Ballanger (Aide et Action).
SECRÉTARIAT	Jackeline Rojas, Catherine Tudal, Diane Vioujard (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Charles-Emmanuel Ballanger (Aide et Action), Laurence Janin (Centre Primo Levi), Gaëlle Gandema (Initiative Développement), Anne Floris (Oxfam France), Karima Bensaadi (Secours Islamique France), Clotilde Bato (SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires).
MEMBRES OBSERVATEURS AFD	Marie-Violaine Biancarelli (chargée de mission - DPA/OSC), Tanguy Abittan (chargé de mission - DPA/OSC).

ANNEXE 6

DES CHANGEMENTS À LA COMMUNICATION

UNE MONTÉE EN PUISSANCE DE NOTRE COMMUNICATION D'INFLUENCE VIA LES MÉDIAS

Le service communication a renforcé ses liens avec les journalistes intéressé.e.s par la solidarité internationale, *via* la prise de rendez-vous. Coordination SUD a traité vingt sollicitations de journalistes (presse écrite, *pure players*, médias audiovisuels). Coordination SUD a publié quatre tribunes, quatorze communiqués de presse, trois interviews radio et a décroché 147 citations dans les médias (contre 59 l'an passé) dont le tiers suite à la mobilisation inter-associative à l'occasion de la venue en France du président égyptien Al-Sissi. Coordination SUD a obtenu cinq dépêches d'agences de presse, dont une dans le cadre de sa mobilisation éclair avec cent représentant.e.s d'ONG membres devant le siège de l'AFD, pour manifester contre les coupes sur les budgets I-ONG.

DU NEUF POUR LES ÉDITIONS !

En 2017, Coordination SUD a poursuivi la modernisation et la mise en cohérence visuelle de ses publications. Elle a lancé la collection des *Notes de SUD*, document de décryptage rendant compte de l'expertise de la plateforme sur les enjeux de solidarité internationale. Huit notes ont été publiées sur les thématiques agricoles et une sur le climat. D'autres thématiques seront couvertes en 2018 (financement du développement, migrations, etc.). De son côté, la nouvelle collection des fiches *Pratiques & outils* propose un apport méthodologique, les bonnes pratiques et les outils nécessaires aux acteurs et actrices de la solidarité internationale. En 2017, ces fiches ont couvert des thématiques aussi variées que l'accès aux financements, l'intégration du genre par les organisations de solidarité internationale, la redéfinition du modèle économique ou la gestion des risques en ONG.

UNE PROFESSIONNALISATION DE NOS ACTIONS DE COMMUNICATION WEB

Pour les réseaux sociaux, le compte Twitter disposait de 17 800 abonnés, soit 26 % de plus qu'en 2016 et la page Facebook comptait 12 000 fans (+ 28 %). Une progression qui s'explique par le maintien de posts réguliers pendant les élections. Plusieurs expérimentations ont été menées dans ce cadre : Facebook live lors du grand oral avec les représentants des candidats, mise en place de posts sponsorisés sur Facebook et Twitter, lancement d'une pétition sur Change.org et d'une campagne de mailing. Un Facebook live de présentation du projet de transversalisation du genre a également été diffusé lors de la journée des droits des femmes. Un toilettage des contenus du site Internet a été commencé avant la refonte graphique prévue en 2018. L'audience baisse par rapport à 2016 (-7,7 % en pages vues). Plusieurs raisons peuvent l'expliquer dont l'interface et le manque de version mobile adaptée. Coordination SUD a ouvert à l'automne un compte Google grants pour booster la fréquentation et travaillé pour accélérer la vitesse de chargement du site.

ANNEXE 7

LISTE DES RENDEZ-VOUS EXTÉRIEURS 2017

ÉLECTIONS

- ▶ **30 janvier** : rendez-vous avec l'équipe de campagne d'« En Marche ! ».
- ▶ **1^{er} février** : rencontre avec Les Républicains.
- ▶ **8 février** : discussion avec le service International du Parti socialiste.
- ▶ **17 février** : rencontre avec Pervenche Berès, eurodéputée et rapporteuse du programme socialiste sur les questions de développement.
- ▶ **6 mars** : rendez-vous avec l'équipe de campagne de la France insoumise.
- ▶ **12 avril** : rencontre avec l'équipe de campagne de Benoît Hamon.

DIALOGUE POLITIQUE ET GÉNÉRAL

- ▶ **5 janvier** : rencontre avec Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État au Développement.
- ▶ **17 mars** : lancement du document d'orientation politique sur les relations et le partenariat entre le MEAE et la société civile.
- ▶ **20 juin** : rencontre avec les conseillères de l'Élysée.
- ▶ **30 juin** : rendez-vous avec Philippe Etienne, sherpa d'Emmanuel Macron, en amont du Sommet du G20.
- ▶ **5 septembre** : rencontre des ONG de climat et de développement – dont Coordination SUD – avec Emmanuel Macron, Nicolas Hulot, Jean-Yves Le Drian et Frédérique Vidal (enjeux climat, humanitaires, aide publique au développement, genre, éducation, etc.).
- ▶ **6 novembre** : visite de Jean-Yves Le Drian et Rémy Rioux dans les locaux de Coordination SUD.
- ▶ **14 décembre** : rencontre avec les examinateurs du CAD de l'OCDE dans le cadre du processus de revue par les pairs.

RÉUNIONS DU CND SI

- ▶ Trois réunions plénières du Conseil les **27 février**, **14 septembre** et **20 décembre**.
- ▶ Trois réunions du Bureau préparatoires.
- ▶ Trois réunions du collège ONG du CND SI les **6 février**, **31 août** et **14 décembre**.

RENCONTRES SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET L'APD

- ▶ **18 mai** : rendez-vous avec l'équipe AFD chargée des relations avec les parlementaires.
- ▶ **23 mai** : rencontre avec l'OCDE sur la réforme APD.
- ▶ **31 mai** : réunion avec l'équipe AFD chargée des relations avec les parlementaires.
- ▶ **27 juin** : rendez-vous à Bercy avec Bruno Le Maire et sa conseillère.
- ▶ **28 juin** : rencontre avec l'Iddri (financiarisation et trajectoire APD).
- ▶ **5 juillet** : rendez-vous avec San Bilal, ECDPM think tank européen (financiarisation).
- ▶ **18 juillet** : échanges avec Kako Nubukpo, responsable « solidarité internationale » de l'Organisation internationale de la francophonie.
- ▶ **20 juillet** : rendez-vous avec les conseillers « relation société civile, développement et solidarité internationale » du Premier ministre.
- ▶ **20 juillet** : réunion avec l'équipe AFD chargée des relations avec les parlementaires.
- ▶ **27 juillet** : rendez-vous avec le député Hubert Julien-Laferrière (LREM).
- ▶ **2 août** : rendez-vous avec Jay Dharmadikari, conseiller de Jean-Yves Le Drian.
- ▶ **2 août** : rendez-vous avec les équipes de Proparco (financiarisation).
- ▶ **3 août** : rencontre avec le député Hubert Julien-Laferrière (LREM).
- ▶ **6 septembre** : rendez-vous avec le député Hubert Julien-Laferrière (LREM).
- ▶ **19 septembre** : audition devant les rapporteurs de l'Assemblée nationale.
- ▶ **5 octobre** : débat à l'Assemblée nationale organisé par Coordination SUD à l'invitation du député Hubert Julien-Laferrière.
- ▶ **11 novembre** : rendez-vous avec le député Dominique Potier (PS).
- ▶ **23 octobre** : rencontre avec le député Hervé Berville (LREM).
- ▶ **24 octobre** : rendez-vous avec le député Mansour Kamardine (LR).
- ▶ **26 octobre** : audition devant les rapporteurs du Sénat.
- ▶ **30 octobre** : rendez-vous avec le député Frédéric Descrozailles, porte-parole du groupe LREM sur l'APD.
- ▶ **16 novembre** : participation de Coordination SUD au Forum de Paris sur les questions de dette.
- ▶ **13 décembre** : rendez-vous avec les conseillères « relation société civile, développement et solidarité internationale » à l'Elysée.
- ▶ **14 décembre** : rencontre avec le député Hubert Julien-Laferrière (LREM).
- ▶ **19 décembre** : rendez-vous avec Jay Dharmadikari, conseiller de Jean-Yves Le Drian.

RENCONTRES SUR LES SUJETS HUMANITAIRES

- ▶ Trois réunions du Groupe de concertation humanitaire les 15 mars, 24 mai et 23 septembre.
- ▶ Quatre réunions du comité de pilotage pour la préparation de la Conférence nationale humanitaire.
- ▶ 16 mars : réunion sur la facilité Vulnérabilité à l'AFD.
- ▶ 5 avril : CIT AFD Vulnérabilités.
- ▶ 20 avril : consultation des ONG sur le *Grand Bargain* à Washington.
- ▶ 20 juin : réunion des ONG françaises/DG ECHO à Bruxelles.

RENCONTRES SUR LES POLITIQUES EUROPÉENNES

- ▶ 5 janvier : réunion de consultation au MEAE sur le Consensus européen pour le développement.
- ▶ 27 février : atelier d'échange sur la politique européenne de développement.
- ▶ 17 mai : réunion à la représentation permanente de la France à Bruxelles avec Marianne Barkan-Cowdy (conseillère Développement et Affaires humanitaires) et Caroline Krajka (conseillère ACP).
- ▶ 30 août : réunion avec les conseillers de l'Élysée sur la politique européenne de développement et les enjeux de financement.
- ▶ 20 novembre : réunion avec le conseiller du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères sur le sommet UE-Afrique.
- ▶ 15 novembre : rencontre avec le MEAE sur le Cadre financier pluriannuel.
- ▶ 6 décembre : réunion à la Représentation permanente de la France à Bruxelles au sujet du Cadre financier pluriannuel.

RENCONTRES SUR LE GENRE

- ▶ 4 avril : réunion plénière de la Plateforme Genre et Développement, espace de dialogue et concertation MEAE, AFD, ONG, collectivités.
- ▶ 4 mai : audition auprès du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh).
- ▶ 13 octobre : réunion plénière de la Plateforme Genre et Développement.
- ▶ 8 décembre : réunion restreinte de la Plateforme Genre et Développement avec des représentant.e.s du MEAE et du HCEfh au sujet du Document d'orientation stratégique 2018-2022 de la diplomatie française.

RENCONTRES SUR LES MIGRATIONS

- ▶ **24 avril** : journée brainstorming sur les migrations pilotée par l'AFD pour définir des orientations stratégiques.
- ▶ **18 juillet** : réunion de travail du groupe restreint de rédaction du plan d'action « Migrations internationales et développement » commandé par le Cigid à l'AFD.
- ▶ Trois réunions de l'espace de concertation « plan d'action Migrations internationales et développement », les **17 octobre**, **24 novembre** et **20 décembre**.
- ▶ **11 décembre** : réunion bilatérale avec des représentant.e.s de l'AFD sur le « plan d'action Migrations internationales et développement ».
- ▶ **18 décembre** : prise de parole à l'atelier migrations de l'AFD.

RENCONTRES SUR L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE

- ▶ **9 février** et **22 mars** : rencontre avec la direction de la Législation fiscale sur le projet d'instruction en cours d'élaboration.
- ▶ **16 octobre** : rencontre avec des ONG colombiennes.
- ▶ **21 novembre** : rencontre avec la direction de la Législation fiscale sur les risques demeurant au niveau de la nouvelle instruction fiscale sortie en mai 2017.
- ▶ Deux réunions avec des conseillers de l'Élysée sur la situation en Égypte, les **6 octobre** et **24 novembre**.

RENCONTRES SUR L'ACCÈS AU FINANCEMENT DES ONG ET LES CHANTIERS CIT-OSC AVEC L'AFD

- ▶ **28 février** : rencontre annuelle entre le Conseil d'administration de Coordination SUD et la direction générale de l'AFD
- ▶ **19 avril** : réunion de concertation à l'AFD concernant le bilan du CIT-OSC-2016-2022 et la programmation du processus d'élaboration du nouveau CIT-OSC.
- ▶ **19 mai** : réunion à l'AFD sur les nouvelles conventions de partenariat pluriannuel pluriannuelles.
- ▶ **Mai-juin 2017** : réunions en sous-groupes thématiques dans le cadre de l'élaboration du nouveau CIT-OSC 2018-2023.
- ▶ **20-22 juin** : participation au Forum annuel d'InterAction.
- ▶ **10 juillet** : réunion des parties prenantes à l'AFD concernant le CIT-OSC 2018-2023
- ▶ **6 juillet** : réunion de concertation Fisong GIRI.
- ▶ **12 juillet** : restitution de l'évaluation de la politique RSO 2014-2016 du groupe AFD.
- ▶ **Juillet-août** : série de réunions sur la facilité Vulnérabilités de l'AFD concernant les zones Sahel, Lac Tchad, RCA et pourtour syrien.
- ▶ **23 août** : réunion d'échange avec l'AFD sur le chantier mésoprojets.
- ▶ **11 septembre** : réunion de concertation à l'AFD sur la fin du processus d'élaboration du nouveau CIT-OSC.
- ▶ **29 septembre** : réunion avec Rémy Rioux, directeur général de l'AFD.
- ▶ **18 octobre** : réunion de concertation Fisong Protection sociale.

RENCONTRES SUR LES ODD

- ▶ **31 mars** : réunion avec Laurence Monnoyer-Smith, déléguée interministérielle au Développement durable.
- ▶ **18 avril** : ateliers du ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) pour alimenter le point d'étape annuel de la France sur la mise en œuvre des ODD.
- ▶ **10-20 juillet** : Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable. Coordination SUD membre de la délégation française.
- ▶ **25 septembre** : anniversaire des deux ans des ODD au MTES.

RENCONTRES SUR LE CLIMAT

- ▶ **6 mars** : rencontre annuelle Proparco/OSC.
- ▶ **16 mars** : réunion AFD/OSC sur les stratégies opérationnelles et sectorielles.
- ▶ **5 septembre** : restitution synthétique du CIS Énergie 2012-2016 de l'AFD.
- ▶ **9 octobre** : participation aux rencontres du développement de l'AFD sur les services climatiques pour le développement.
- ▶ **6-17 novembre** : COP23, Bonn.
- ▶ **12 décembre** : *One Planet Summit*.
- ▶ **13 décembre** : Événement parallèle sur la solidarité climatique (MTES).

RENCONTRES SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ

- ▶ **2 février** : réunion de concertation DGM/ONG sur la future stratégie santé mondiale.
- ▶ **7 mars** : réunion MEAE/DGM/HUMA sur le renforcement des systèmes de santé.
- ▶ **14 avril** : réunion avec la division Santé de l'AFD sur le renforcement des systèmes de santé.
- ▶ **12 septembre** : rencontre avec la Banque mondiale sur la santé sexuelle et reproductive.

RENCONTRES SUR LES POLITIQUES AGRICOLES

- ▶ **16 janvier** : réunion d'évaluation du CIS Sécurité alimentaire 2013-2016 à l'AFD.
- ▶ **1^{er} mars** : réunion du comité d'évaluation du CIS Irrigation de l'AFD.
- ▶ **20 juillet** : discussion avec les conseillers du Premier ministre et du président de la République.
- ▶ **2 octobre** : rendez-vous avec le directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Agriculture.
- ▶ **23 octobre** : réunion au ministère de la Transition écologique et solidaire.
- ▶ **9-13 octobre** : 44^e Comité de la sécurité alimentaire mondiale.
- ▶ **8-12 décembre** : Contre-sommet de l'OMC.
- ▶ Trois réunions du GISA.

ANNEXE 8

BILAN DU FRIO

123 ONG accompagnées depuis 2007.

40 % d'ONG non membres de Coordination SUD.

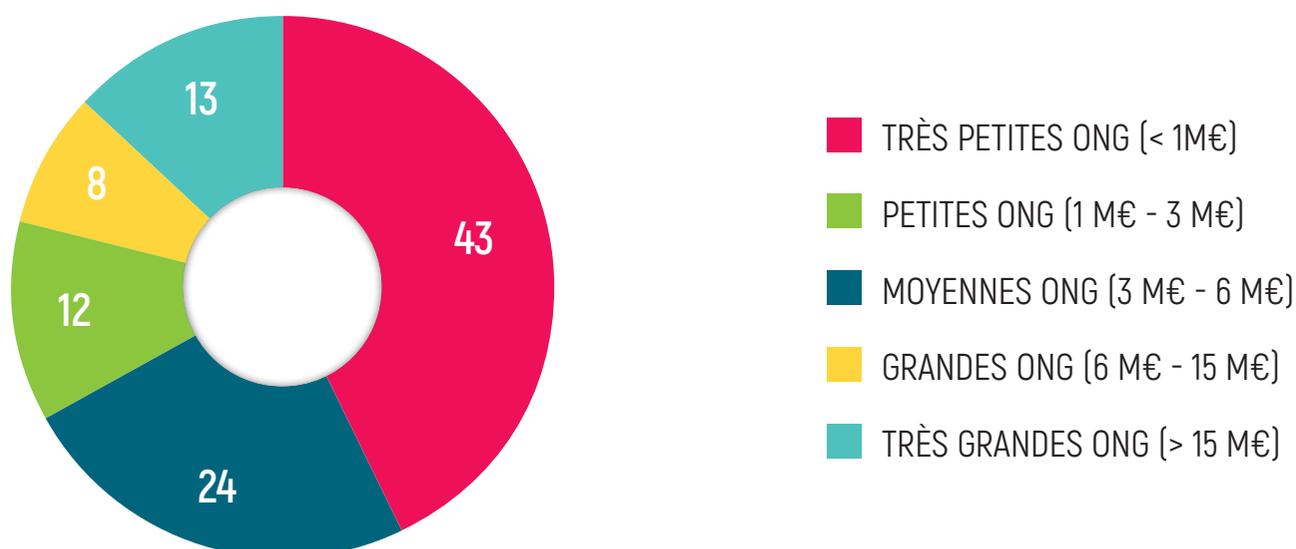
Plus de 180 projets de renforcement cofinancés.

Une vingtaine de projets de renforcement étudiés chaque année.

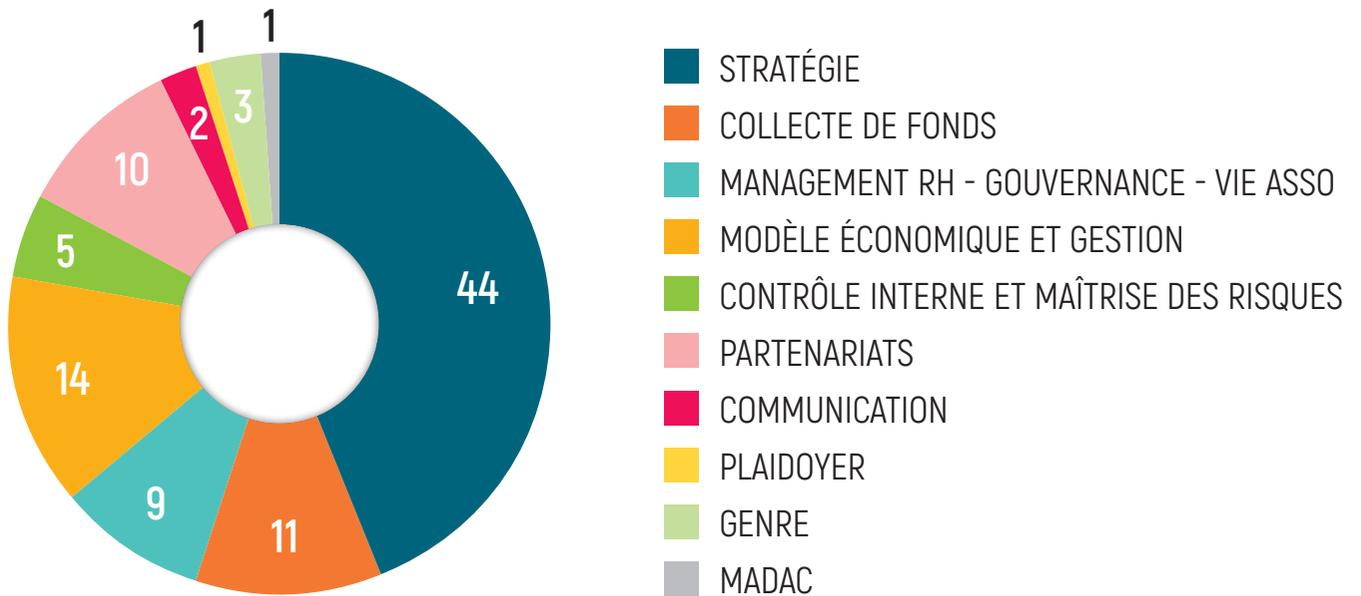
Depuis 2007, l'appui à la définition de stratégie apparaît comme le principal besoin de renforcement des ONG (44 % des accompagnements soutenus). Les réflexions stratégiques portent sur la révision ou l'élaboration de projets associatifs, la définition de plans de développement stratégique (rapprochement-fusion, intégration à des réseaux internationaux, changement d'échelle). Ces démarches permettent également d'aborder des volets plus spécifiques et sensibles au sein des ONG, tels que la gouvernance ou la révision des modalités d'intervention au Sud. Il est alors courant de voir s'insérer dans ces projets la définition de stratégies plus spécifiques telles que les stratégies de partenariats.

Les questions de consolidation des modèles économiques occupent également une place centrale pour les ONG. Traitées par le biais de la collecte de fonds, d'appuis à la définition de nouveaux modèles économiques ou au travers de la mise en place d'outils de gestion financière et budgétaire adaptés, elles représentent 21 % des accompagnements soutenus par le dispositif depuis sa création, plaçant le renforcement de l'assise financière des ONG comme le second axe d'intervention du dispositif. Enfin, les enjeux de management et de RH, couplés à l'amélioration du fonctionnement interne des ONG, demeurent prégnants. Les problématiques alors soulevées couvrent l'organisation du travail, le climat social, les procédures RH, le contrôle interne, l'accompagnement de direction ou encore les systèmes d'information. Les questions de gouvernance et de vie associative y sont également abordées à certaines occasions.

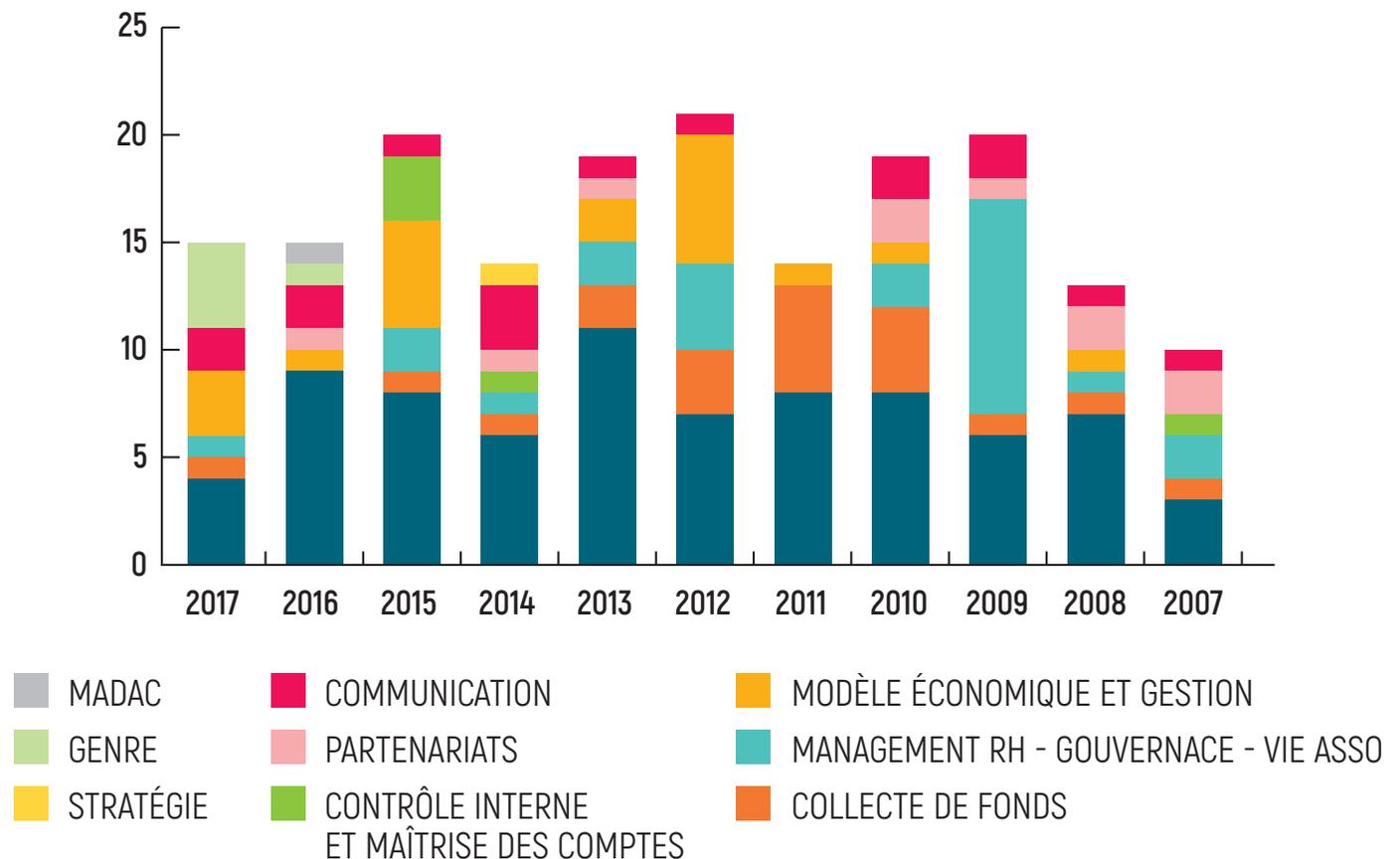
RÉPARTITION DES ONG ACCOMPAGNÉES PAR TAILLE DE BUDGET DEPUIS 2007 EN %



RÉPARTITION DES ACCOMPAGNEMENTS PAR THÉMATIQUE DEPUIS 2007 EN %



ÉVOLUTION DES PROFILS DES BESOINS DEPUIS 2007 (PAR NOMBRE DE DOSSIERS)



LISTE DES PUBLICATIONS 2017

AGRICULTURE ET ALIMENTATION	<p><i>Les Notes de la C2A n° 25</i> « Le pastoralisme, un mode de vie résilient face à de nombreux défis » - janvier</p> <p><i>Les Notes de SUD n°1</i> « La pérennité financière des dispositifs de formation professionnelle rurale » - avril</p> <p>Document de décryptage « Le droit aux semences : un droit essentiel des paysan-ne-s ! » - mai</p> <p><i>Les Notes de SUD n°2</i> « Repenser le métier d'agronome, vers une démarche d'accompagnement » - juin</p> <p><i>Les Notes de SUD n°3</i> « Le droit à l'alimentation, un outil indispensable pour la sécurité alimentaire mondiale » - juin</p> <p>Rapport « Quelles politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques » - octobre</p> <p><i>Les Notes de SUD n°4</i> « Quelles politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques » - octobre</p> <p><i>Les Notes de SUD n°5</i> « Forum mondial sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles 2016 » - octobre</p> <p><i>Les Notes de SUD n°6</i> « Les Échos de Rome 2017 » - octobre</p> <p><i>Les Notes de SUD n°8</i> « Un commerce équitable pour un soutien efficace aux agricultures paysannes » - décembre</p> <p><i>Les Notes de SUD n°9</i> « Incarnation des nouvelles dynamiques d'investissement agricole en Afrique » - décembre</p>
APPUI AUX ONG	<p>Programme de formations 2017</p> <p>Étude d'intérêt général « Comment rendre plus agile ma gouvernance ? »</p> <p>Capitalisation - rapport et vidéo « Création d'une identité de marque associative : pourquoi et comment ? »</p>
CLIMAT	<i>Les Notes de SUD n°7</i> « Deux ans après l'Accord de Paris, l'action est l'affaire de tous.tes ! » - novembre
EUROPE	<p>Note de décryptage « Révision du consensus européen pour le développement. Enjeux et recommandations » - janvier</p> <p><i>Les alternatives de CONCORD face à cinq discours de l'UE sur son partenariat avec l'Afrique</i> - contributions et traduction anglais-français / octobre</p>
ÉLECTIONS 2017	<p>Manifeste <i>Pour un pacte de solidarité et de développement durable au cœur du prochain quinquennat</i> - janvier</p> <p>Elections législatives <i>Pour un pacte de solidarité et de développement durable au cœur du prochain quinquennat</i> - juin</p> <p>Document de positions <i>Politique française de solidarité internationale : quel rôle pour les parlementaires français</i> - juillet</p>
ENVIRONNEMENT FAVORABLE	<p>Vidéo pédagogique : comprendre en 2 minutes le rôle des ONG et pourquoi l'Etat doit les soutenir - février</p> <p>Étude sur les mésoprojets de solidarité internationale - phase 1 - juin</p> <p>Étude sur les mésoprojets de solidarité internationale - phase 2 - décembre</p>
ACCÈS AUX FINANCEMENTS	<p>Les financements accessibles aux ONG françaises : panorama général et conseils méthodologiques 2016 - mai</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Bailleurs AFD n°1 « Dispositif I-ONG » - août</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Bailleurs AFD n°2 « Fisong » - août</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Bailleurs UE n°1 « Devco » - août</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Bailleurs UE n°2 « ECHO » - août</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Bailleurs MEAE n°1 « Fonds d'urgence humanitaire » - septembre</p>
GÉNÉRAL - POLITIQUE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT	Revue alternative 2013-2017 de la politique française de développement et de solidarité internationale - décembre
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	Document de position <i>Aide publique au développement : quel rôle pour les parlementaires français</i> - juillet
GENRE	<p>Document de positions <i>Les actions de Coordination SUD pour une intégration du genre dans les politiques françaises de développement</i> - mars</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Genre - Benchmarking pays n°1 « L'intégration du genre par la Belgique, une réforme aux effets contrastés » - juin</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Genre - Benchmarking pays n°2 « Canada : une politique d'aide internationale féministe » - juillet</p> <p>Fiche <i>Pratiques et outils</i> Genre - Benchmarking n°3 « Jeunesse et inégalités entre les sexes : une problématique depuis le plus jeune âge » - octobre</p> <p>Document de positions <i>Stratégie genre et développement : bilan et recommandations de Coordination SUD</i> - novembre 2017</p>
SANTÉ	Document de position <i>L'engagement de Coordination SUD pour l'accès aux services et aux droits de santé sexuelle et reproductive</i> - juin
NOUVELLES DE SUD	NDS (trimestriel) : printemps, été automne, hiver 2017
VIE ASSOCIATIVE	Rapport annuel 2016 - Juin

ANNEXE 10

SIGLES

& ABRÉVIATIONS

AADH	Alliance des avocats pour les droits de l'Homme
ACP	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
A4SD	Action For Sustainable Development
AFD	Agence française de développement
APD	Aide publique au développement
ASI	Association de solidarité internationale
BAFR	Bulletin sur les actualités des financements et des ressources
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
C2A	Commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD
CCD	Commission Climat et développement de Coordination SUD
CCFCAT	Collectif citoyen en France contre les accaparements de terre
CIT	Cadre d'intervention transversal de l'AFD
CIS	Cadre d'intervention sectoriel de l'AFD
CDCS	Centre de crise et de soutien
CICID	Comité interministériel de la coopération internationale et du développement
CNDSI	Conseil national du développement et de la solidarité internationale
CNH	Conférence nationale humanitaire
COJ	Conseil d'orientation des politiques de jeunesse rattaché au Premier ministre
COHAFA	Groupe Aide humanitaire et aide alimentaire de l'Union européenne
CONCORD	Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement
COFRI	Commission Financement et renforcement institutionnel de Coordination SUD
CPD	Cohérence des politiques pour le développement
CSA	Comité pour la sécurité alimentaire (FAO)
CSU	Couverture santé universelle
DOS	Document d'orientation stratégique
ECHO	Office humanitaire de la Commission européenne
DEVCO	Direction générale Développement et Coopération (UE)
DPA-OSC	Division du partenariat avec les organisations de la société civile de l'AFD
DSSR	Droits à la santé sexuelle et reproductive
DSR	Droits sexuels et reproductifs
ECSI	Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale
ESS	Economie sociale et solidaire
FIP	Forum international des plateformes nationales d'ONG

FUH	Fonds d'urgence humanitaire
FISONG	Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (AFD)
FRIO	Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel
GCH	Groupe de concertation humanitaire
GTAE	Groupe de travail sur les transitions agroécologiques
GISA	Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire
HCEfh	Haut conseil à l'égalité femmes-hommes
HLPF	Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable
I-ONG	Dispositif Initiatives ONG de l'AFD
LOP-DSI	Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale
LREM	La « République en marche »
MADAC	Modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
MAA	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
MSC	Mécanisme de la société civile
MTES	Ministère de la Transition écologique et solidaire
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
ODD	Objectifs de développement durable
OFII	Office français immigration intégration
OSI	Organisation de solidarité internationale
OSC	Organisation de la société civile
PLF	Projet de loi de finances
PMA	Pays moins avancé
PRA/OSIM	Programme d'appui aux projets des organisations de solidarité internationale issues de l'immigration
RNB	Revenu national brut
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
SSR	Santé sexuelle et reproductive
STAIT	<i>Senior Transformative Agenda Implementation Team</i> de l'OCHA
TTF	Taxe sur les transactions financières
VOICE	Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies

COORDINATION DU RAPPORT : Bénédicte Bimoko, Coordination SUD
MAQUETTE ET MISE EN PAGE : Benjamin Madelaine
IMPRIMÉ PAR : Chaumeil



COORDINATION SUD
Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14, passage Dubail 75010 Paris
tél. : +33 1 44 72 93 72

www.coordinationsud.org